

MISE EN PLACE D'UN REGISTRE NATIONAL DES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS

Les instruments de contrôle économique renforcés

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'Algérie franchit une nouvelle étape en lançant officiellement le registre national des bénéficiaires effectifs. Présentée comme un outil de transparence économique et de souveraineté, cette initiative vise à renforcer la traçabilité des flux financiers, sécuriser l'environnement des affaires et aligner le pays sur les standards internationaux en matière de gouvernance. P 3



BECHAR

Vers l'extension des superficies dédiées à la culture du maïs et du tournesol

Une opération d'extension des superficies dédiées au développement de la culture du tournesol et du maïs sera lancée, lors de la prochaine saison agricole (2025/2026) dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris, dimanche, de la Direction locale des services agricoles (DSA).

P 2

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Ce que prévoit le projet de loi

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a présenté, hier devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

P 3

D'UNE CAPACITÉ DE PLUS DE 16 000 LITS

144 projets hôteliers en cours de réalisation

L'Algérie met l'accent sur le développement du tourisme, dans le but de diversifier son économie et d'attirer un nombre croissant de visiteurs, tant nationaux qu'internationaux. Le pays s'attache à valoriser son patrimoine culturel et historique, la richesse de ses paysages naturels ainsi que son hospitalité, afin de devenir une destination touristique attractive. Des investissements importants sont en cours de réalisation, et d'autres sont prévus, visant à renforcer les capacités nationales d'hébergement.

P 5

LE MINISTRE DES TRANSPORTS REÇOIT
L'AMBASSADEUR DU QATAR EN ALGÉRIE

**Les moyens de renforcer
la coopération examinés P 2**

FÉDÉRATION NATIONALE
DES AVICULTEURS

**L'exportation des œufs
désormais autorisée P 3**

SAISON ESTIVALE 2025

**Visites
d'inspection dans les
wilayas touristiques P 5**

LE MINISTRE DES
TRANSPORTS REÇOIT
L'AMBASSADEUR DU
QATAR EN ALGÉRIE

Les moyens de
renforcer la
coopération
examinés

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a reçu, dimanche à Alger, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, M. Abdelaziz Ali Al-Naama, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays frères, indique un communiqué du ministère. Selon le communiqué, la rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère, a porté sur les perspectives de développement des relations de coopération entre l'Algérie et l'Etat du Qatar dans le domaine des transports, ainsi que sur l'échange d'expertises et le renforcement du partenariat dans ce secteur.

PARLEMENT

L'APN participe
en Afrique du
Sud aux travaux
du PAP

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part, à partir de lundi à Midrand (Afrique du Sud), aux travaux de la 5e session ordinaire et aux réunions des commissions permanentes de la sixième législature du Parlement panafricain (PAP), indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement. "La délégation de l'APN participant aux travaux de cette session, qui se poursuivront jusqu'au 1 août prochain, est composée de la présidente de la commission des transports, des communications, de l'énergie, de la science et de la technologie du PAP, Mme Behdja Lam-mali, du président du groupe parlementaire du Front El Moustakbal, membre de la commission de la justice et des droits de l'homme, M. Fateh Boutbig, et du membre de la commission du règlement, des privilèges et de la discipline, M. Mohammed Segres", a précisé la même source.

AVEC 12,2 MILLIARDS DE BARILS DE RÉSERVES PROUVÉES
L'Algérie peut encore miser
sur son or noir

Malgré un contexte énergétique mondial en mutation, l'Algérie continue d'affirmer sa place dans le paysage pétrolier international. Avec 12,2 milliards de barils de réserves prouvées, un chiffre inchangé depuis 2006, et 555 millions de barils découverts récemment, le pays dispose encore de marges de manœuvre confortables pour valoriser ses ressources et soutenir son développement économique.

Par M. A.

Cette stabilité des réserves prouvées, observée depuis près de deux décennies, loin d'être un signe d'essoufflement, traduit en réalité une gestion prudente et méthodique des ressources nationales. L'essentiel des réserves, soit 71 %, demeure concentré dans le géant gisement de Hassi Messaoud, cœur historique de la production nationale. Mais les découvertes récentes apportent un souffle nouveau. En 2022, la compagnie nationale Sonatrach, en partenariat avec l'italien ENI, a mis au jour 140 millions de barils dans la région de Zemlet El Arbi, dans le bassin prometteur de Berkine. À cela

s'ajoute une importante découverte de 415 millions de barils au nord de Hassi Mes-saoud, précisément dans la zone d'Aqlet Ennasser 2.

Ces résultats témoignent d'un potentiel encore bien réel et, surtout, d'une dynamique d'exploration qui ne faiblit pas. La stratégie de Sonatrach s'inscrit dans un programme d'investissement ambitieux, évalué à 40 milliards de dollars d'ici 2027, dont 30 milliards consacrés à l'exploration pétrolière et gazière. Rien qu'en 2023, ce sont 15 nouvelles découvertes, majoritaire-ment opérées par Sonatrach, qui ont été annoncées, confirmant la vitalité du sec-teur. Au-delà du pétrole conventionnel, l'Algérie dispose également d'un potentiel

considérable en pétrole de schiste, estimé à 121 milliards de barils, dont 5,7 milliards techniquement récupérables, selon l'US Geological Survey. Si ces ressources res-tent aujourd'hui en sommeil, elles repré-sentent une réserve stratégique pour l'avenir, en attendant des conditions tech-niques et sociales plus favorables. Ainsi, loin d'un discours alarmiste, les chiffres et les efforts récents démontrent que l'Algérie a encore de solides cartes en main. En conciliant prudence dans la gestion des ressources, investissements ciblés et explo-ration continue, le pays peut légitimement miser sur son or noir comme levier de croissance, tout en préparant en parallèle la transition énergétique.

UNIVERSITÉ DE MASCARA

Sortie de plus de 5.500 étudiants diplômés

Plus de 5.500 étudiants ont été diplômés, l'année universitaire écoulée 2024-2025, dans di-verses spécialités à l'Université Mus-tapha-Stambouli de Mascara, a indi-qué, dimanche, le responsable de la gestion de cet établissement d'ensei-gnement supérieur, Younes Ma-châal. Ces diplômés se répartissent entre le cycle Licence avec plus de 3.300 étudiants et le cycle Master

avec 2.200 étudiants, issus des sept facultés de l'université, couvrant les spécialités des Sciences de la na-ture et de la vie, Sciences et techno-logies, Sciences exactes, Lettres et langues, Sciences humaines et so-ciales, droit et sciences politiques, Sciences économiques, commer-ciales et sciences de gestion Le nombre de diplômés a connu une hausse par rapport à l'année univer-

sitaire précédente, qui avait enregis-tré plus de 5.200 diplômés dans les deux cycles, notamment grâce à l'augmentation des diplômés en Li-cence dans les facultés de droit, de sciences politiques, de sciences et de sciences humaines et sociales, selon le responsable. Par ailleurs, 112 nouveaux doctorants ont été ins-crits, durant la même année univer-sitaire, dans 23 spécialités pédago-

giques, sous la supervision de plus de 80 maîtres de conférences, a-t-il précisé. Dans le but de renforcer les capacités d'encadrement pédago-gique spécialisé, l'administration de l'université a programmé la signature d'une série d'accords de partenariat et de coopération avec plusieurs uni-versités nationales, au cours de la prochaine année universitaire 2025-2026, a révélé M. Machâal.

BECHAR

Vers l'extension des superficies dédiées
à la culture du maïs et du tournesol

Une opération d'extension des super-ficies dédiées au développement de la culture du tournesol et du maïs sera lancée, lors de la prochaine saison agri-cole (2025/2026) dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris, dimanche, de la Direction lo-cale des services agricoles (DSA). Cette opé-ration, qui vient en concrétisation du pro-gramme du ministère de l'Agriculture et du Développement rural portant extension des cultures oléagineuses dans les régions du sud du pays, se distinguera par une augmen-tation, durant la même saison agricole, à 500 hectares de la surface dédiée au tournesol, qui était précédemment limitée à 14 hec-tares, au titre d'une expérience pilote initiée au cours de la saison agricole 2024/2025 à travers plusieurs zones agricoles de la com-mune frontalière de Beni-Ounif et à Ben-Zi-reg dans la commune de Bechar", a précisé Abderabi Hamal, responsable du service de production et de l'appui logistique agricole à la DSA. "L'extension à 500 ha des superficies

de la même filière agricole, durant la pro-chaine saison agricole, sera concentrée au niveau des zones agricoles des communes de Beni-Ounif, Abadla, et au niveau des pé-rimètres de mise en valeur des terres saha-riennes de Ben-Zireg, et Hassi-Belhouari au nord de Bechar", a-t-il expliqué. "S'agissant de la culture du maïs, on prévoit, au titre de la même saison agricole, (2025/2026), une superficie de 100 ha consacrée au dévelop-pement du maïs en graines au niveau des zones agricoles et périmètres de mise en va-leur des terres sahariennes des mêmes com-munes", a t-il ajouté. "Auparavant, 50 ha avaient été consacrés à cette culture à travers la wilaya, dans le ca-dre d'une expérience pilote concluante, ce qui s'est traduit par la nécessité d'étendre la surface agricole dédiée à cette filière agricole à travers la wilaya", a-t-il signalé. "Pour la réalisation des objectifs de cette opération, des journées de vulgarisation, de sensibilisation et d'étude, au profit des agri-

culteurs des mêmes régions sont organisées et animées, actuellement, par des cadres techniques du secteur, notamment ceux de l'Office national d'aliments du bétail (ONAB), dans le but de les inciter à adhérer au programme de développement des cul-tures oléagineuses dans la région", souligne la même source. "En marge de cette opéra-tion, des démarches sont actuellement en-treprises par le secteur avec des opérateurs économiques pour la mise à la disposition des agriculteurs concernés des semences et des intrants agricoles nécessaires, leur per-mettant de concrétiser cet ambitieux pro-gramme", a fait savoir le même responsable de la DSA. "Ce programme, lancé par le mi-nistère de tutelle, dans le cadre de sa poli-tique agricole, vise essentiellement à réduire la facture des produits agricoles importés et à promouvoir le développement à grande échelle, à travers le sud du pays, la culture du maïs et du tournesol", a souligné M. Ha-mal.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MISE EN PLACE D’UN REGISTRE NATIONAL DES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS

Les instruments de contrôle économique renforcés

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme, l’Algérie franchit une nouvelle étape en lançant officiellement le registre national des bénéficiaires effectifs. Présentée comme un outil de transparence économique et de souveraineté, cette initiative vise à renforcer la traçabilité des flux financiers, sécuriser l’environnement des affaires et aligner le pays sur les standards internationaux en matière de gouvernance.

Par Mourad A.

Dans son allocution à l’ouverture des travaux d’une rencontre organisée par le Centre national du registre du Commerce (CNRC), sous le thème : « Le bénéficiaire effectif : un bouclier contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme », le ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché, Tayeb Zitouni, a souligné : « Il ne s’agit pas simplement d’un outil technique, mais d’un enjeu de souveraineté nationale et de sécurité économique », mettant en exergue la nécessité d’identifier clairement les personnes physiques qui détiennent ou contrôlent effectivement les entités juridiques opérant sur le marché. La création de ce registre s’inscrit dans une dynamique plus large de réformes structurelles initiées sous l’impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui fait de la transparence, la gouvernance et l’intégrité les piliers de l’édification d’une Algérie nouvelle. Dans ce sillage, Tayeb Zitouni a rappelé que l’identification du bénéficiaire effectif constitue la première ligne de défense contre les pratiques opaques, en particulier les montages destinés à dissimuler des activités illicites, telles que le blanchiment d’argent ou le financement du terrorisme. « C’est une arme stratégique contre les tentatives de manipulation de notre économie, et un gage de confiance pour les partenaires internationaux et les investisseurs », a-t-il affirmé. Le Centre national du registre du commerce a mis en place un registre national des bénéficiaires effectifs, conçu pour rassembler, centraliser et mettre à jour régulièrement les données relatives à la propriété réelle des personnes morales. Pour renforcer l’efficacité de ce dispositif, le ministère travaille activement à la création d’un regis-



tre de commerce numérique. Ce dernier reposera sur l’interconnexion des bases de données entre plusieurs institutions clés, telles que la Direction générale des impôts, la CNAS et la CASNOS, les Douanes, les banques, le ministère de l’Intérieur et les services de la justice. Cette démarche vise à combler les failles du système actuel, à détecter les flux financiers douteux et, in fine, à sécuriser l’environnement économique. À travers ce dispositif, l’Algérie se conforme aux exigences du Groupe d’action financière (GAFI), en particulier ses recommandations 24 et 25. La première exige une transparence totale sur les bénéficiaires effectifs, tandis que la seconde étend cette exigence aux structures comme les fiducies ou les fonds d’investissement. « L’application de ces recommandations montre que l’Algérie n’est pas en retrait, mais bien actrice d’une économie mondialisée et régulée, prête à défendre sa crédibilité et à lutter contre toute forme de fraude », a insisté le ministre.

Le succès de ce mécanisme repose toutefois sur l’engagement actif des opérateurs économiques, qui doivent assurer une déclaration transparente et régulière de leurs bénéficiaires effectifs. Le ministre a appelé à un sursaut de responsabilité collective, soulignant que cette démarche renforce non seulement la régulation du marché, mais aussi la sécurité des investissements. « Ce n’est pas seulement une réussite administrative, c’est un message fort que nous adressons au monde : l’Algérie nouvelle est résolue à protéger son économie et à garantir un environnement sain et sûr », a conclu Tayeb Zitouni. En érigeant le registre national des bénéficiaires effectifs en outil central de régulation, l’Algérie entend ainsi couper court aux pratiques illicites et poser les fondations d’un écosystème économique fondé sur la clarté, la confiance et la conformité aux standards internationaux. Cela marque un pas de plus vers une gouvernance économique plus transparente et souveraine.

FÉDÉRATION NATIONALE DES AVICULTEURS L’exportation des œufs désormais autorisée

Par M. A.

Face à une production nationale d’œufs atteignant des niveaux historiques, les autorités ont finalement tranché : l’exportation des œufs de consommation est désormais autorisée. L’annonce a été faite avant-hier samedi par la Fédération nationale des aviculteurs (FNAV), saluant une décision attendue depuis plusieurs mois par les professionnels du secteur. Selon la FNAV, l’Algérie a produit 10 milliards d’œufs en 2025, alors que la consommation nationale se situe entre 6 et 7 milliards d’unités. Un excédent estimé à 3 à 4 milliards d’œufs, qui a entraîné une baisse significative des prix sur le marché local, mettant à mal la rentabilité des éleveurs. « L’exportation était devenue une nécessité vitale pour sauver l’activité avicole », a indiqué la Fédération dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. L’autorisation officielle a été délivrée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec plusieurs institutions, dont le ministère de l’Agriculture, l’Union nationale des paysans algériens (UNPA) et la FNAV elle-même. « Nous apprécions grandement cette coopération constructive, qui représente un réel gain pour les aviculteurs et ouvre des perspectives vers les marchés étrangers », s’est félicitée la Fédération. Cette ouverture vers l’extérieur est perçue comme une bouffée d’oxygène pour les producteurs, lourdement affectés par la chute des prix non seulement des œufs, mais aussi du poulet de chair, autre filière en crise. La surproduction ne se limite pas aux œufs. L’année 2025 a également été marquée par des excédents dans plusieurs filières agricoles, notamment l’ail, les oignons, les pastèques, les agrumes et la pomme de terre. Face à cette situation, plusieurs acteurs du monde agricole ont multiplié les appels à l’ouverture des exportations, estimant qu’il s’agit d’un levier crucial pour rééquilibrer les marchés et garantir la durabilité économique des filières.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D’ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Ce que prévoit le projet de loi

Synthèse Sirine R.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a présenté, hier devant les membres de l’Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. En effet, lors d’une séance plénière présidée par le président de l’Assemblée, Brahim Boughali, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, le ministre a présenté les grands axes de ce nouveau projet de loi. Il a indiqué que la lutte contre ce type de crimes « exige l’adaptation continue du cadre juridique y afférent afin de l’aligner sur les normes internationales, notamment les 40 re-

commandations du Groupe d’action financière (GAFI) », soulignant que ce texte, dans sa version amendée, « vient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné la mise en œuvre des recommandations du GAFI afin que ses réserves soient levées ». Le projet de loi prévoit, entre autres, de charger la Commission nationale d’évaluation des risques de blanchiment d’argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive de « prendre les mesures nécessaires permettant l’identification et l’évaluation de ces risques auxquels l’Algérie est confrontée » et de « mettre les résultats de ces évaluations à la disposition des autorités compétentes ». Les propositions d’amendement com-

prennent aussi l’application des dispositions relatives à l’interdiction de l’activité des personnes et entités terroristes figurant sur la liste nationale y afférente et la prise de mesures de gel ou de saisie de leurs fonds, avec interdiction de traiter avec ces personnes ou entités terroristes, ce qui s’ajoute aux dispositions prévues dans la liste récapitulative des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies, a-t-il expliqué. Le projet de texte comprend, par ailleurs, plusieurs mesures visant à renforcer les dispositions relatives à la constatation des crimes par les officiers de la police judiciaire et les juridictions, avec la possibilité de créer des équipes d’enquête conjointes, permanentes ou temporaires, pour mener des enquêtes spécialisées, notamment fi-

nancières, ou des enquêtes communes avec les autorités compétentes d’autres pays. Dans le même contexte, le projet de loi propose de durcir les peines pour certains crimes afin qu’elles soient adaptées à la gravité des faits incriminés, a-t-il poursuivi. S’agissant du renforcement de la coopération internationale, le projet engage les autorités compétentes à coopérer et à échanger les informations avec leurs homologues à l’étranger, spontanément ou sur demande, conformément aux accords bilatéraux et multilatéraux et aux engagements internationaux de l’Algérie. Après la présentation du ministre de la Justice devant les députés, la séance plénière s’est poursuivie avec le débat du texte.

GAZ

L’Algérie dépasse les USA et s’impose comme le premier fournisseur de l’Espagne

L’Algérie a consolidé sa position de premier fournisseur de gaz naturel de l’Espagne au cours du premier semestre 2025, détrônant ainsi les États-Unis, dont les exportations ont connu une baisse notable en juin.

Selon le bulletin mensuel d’Enagás, la société espagnole en charge des infrastructures de transport et de stockage de gaz, les importations espagnoles de gaz algérien ont atteint environ 12 040 GWh en juin. Cette quantité a été acheminée via le gazoduc Medgaz (7 890 GWh) et les méthaniers de gaz naturel liquéfié (GNL) (4 150 GWh). Ainsi, l’Algérie représente à elle seule 43,6% du total des importations espagnoles de gaz pour le mois de juin, renforçant sa position de premier fournisseur et confirmant la stabilité et l’efficacité de ses infrastructures d’exportation, qu’il s’agisse des gazoducs ou du transport maritime, selon la même source.

En revanche, les exportations de gaz américain vers l’Espagne ont chuté de 55% par rapport aux mois précédents, atteignant seulement 4 133 GWh en juin, soit 15% du total des importations espagnoles. Cette baisse est attribuée aux tensions commerciales croissantes entre Washington et Bruxelles, dans le contexte de la « guerre des droits de douane » menée par le président américain Donald Trump, qui a eu un impact négatif sur les exportations vers les marchés européens.

BECHAR

Ali Badaoui inspecte le chantier de réalisation du laboratoire scientifique régional de la Sûreté nationale

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, a inspecté, samedi à Bechar, le chantier de réalisation du laboratoire scientifique régional de la Sûreté nationale implanté au quartier "Debdeba", au Nord de la commune de Bechar, lors de sa visite de travail et d’inspection dans la wilaya.

Sur place, le DGSN a reçu des explications techniques sur l’avancement des travaux de cette structure opérationnelle, dont la réception est prévue fin 2026, selon des responsables de l’entreprise réalisatrice.

Cette structure, qui sera dotée de plusieurs laboratoires, renforcera à l’avenir le réseau national de la chaîne criminalistique de la police scientifique dans le pays, a-t-on souligné.

Ce projet est destiné à la prise en charge de l’ensemble des analyses et au-

tres expertises légales des Sûretés des wilayas du Sud-ouest, signale-t-on.

D’autre part, M. Badaoui a donné le coup d’envoi du projet de réalisation d’un Centre de repos familial de la Sûreté nationale dans la commune de Taghit (97 km au sud de Bechar).

Ce Centre de repos des personnels de la DGSN et ayants-droits aura une capacité d’accueil de 175 lits, en plus de plusieurs autres structures nécessaires à son fonctionnement, notamment des terrains de sports, un restaurant et des piscines, entre autres, selon la fiche technique du projet.

Piloté par la Mutualité générale de la Sûreté nationale, ce projet a nécessité une enveloppe financière pour sa concrétisation et son équipement de plus d’un milliard de DA, ont indiqué des responsables locaux de cette mutualité.

D’autre part, au chef-lieu de la wilaya, le DGSN a procédé à l’inauguration officielle d’un célibatorium de 28 chambres pour les officiers-cadres de l’Inspection régionale du Sud-ouest de la police, et ce, au titre des actions d’amélioration des conditions de travail des cadres de cette même inspection régionale de police, indique-t-on.

Cette structure sociale a été baptisée par le DGSN, en compagnie des autorités locales de la wilaya, au nom du moudjahid et ancien policier à la Sûreté de wilaya de Bechar "Tourki Bachir".

Au terme de sa visite, M. Badaoui a, dans une déclaration à la presse, indiqué que ces structures s’inscrivent dans le cadre de la prise en charge des préoccupations sociales des agents de la DGSN et de l’amélioration de leurs conditions de travail dans la région.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le bond qualitatif accompli par l’Université algérienne la propulse en tant que locomotive de développement

Le "bond qualitatif" accompli par l’Université algérienne la propulse en tant que locomotive de développement local et national, s’est félicité samedi à Sétif le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

" L’Université algérienne est aujourd’hui une institution de formation moderne, fondant son fonctionnement sur l’apprentissage high tech, l’intelligence artificielle et la numérisation, ce qui facilite les prestations pédagogiques, de service et scientifiques, et l’érige en modèle de l’université de 4ème génération constituant la locomotive du développement et un espace où se trouvent les solutions aux préoccupations du citoyen", a indiqué M. Baddari qui présidait, à l’Université Ferhat-Abbas, la cérémonie de clôture de l’année universitaire 2024-2025.

Le ministre a rappelé que durant cette année, l’attention a été portée sur la pédagogie par "l’introduction de nouvelles matières telles que les logiciels libres, l’intelligence artificielle, l’enseignement de la langue anglaise, l’ingénierie inversée et autres, en préparation aux métiers de demain, l’Algérie aspirant à devenir, à l’horizon 2027, l’un des pays émergents par des indicateurs technologiques, économiques et scientifiques".

"Au cours de cette année, il a été procédé à l’achèvement de ce qu’on nomme le +Cadre algérien des qualifications+, premier du genre, fondé sur quatre références principales : la formation, l’évaluation, les métiers et les compétences, facilitant ainsi la reconnaissance des compétences et la lisibilité des parcours de formation et des diplômes, aux niveaux national et international", a ajouté M. Baddari, précisant que cet acquis "s’inscrit dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, qui entend faire de l’Université un pôle de rayonnement et d’excellence, fort d’un enseignement de qualité en adéquation avec les exigences de la société, et fait également de la recherche scientifique une œuvre utile répondant aux besoins de l’économie nationale".

Une réponse qui s’opère, a souligné le ministre, par la valorisation des résultats de la recherche, l’innovation et l’ouverture sur le monde du travail et l’environnement socioéconomique.

S’agissant de la recherche scientifique, M. Baddari a indiqué que son département a œuvré, cette année, pour l’orienter, entre autres axes stratégiques, " vers tout ce qui a trait aux exigences de la société en matière de sécurité alimentaire, de sécurité énergétique et de sécurité sanitaire pour faire de l’Algérie un pays avancé, éclairé et émergent".

Soulignant que l’Université algérienne s’est " illustrée dans différents classements internationaux ", il a salué, à ce propos, les universités qui se sont distinguées dans ces classements, à l’image des Universités d’El Oued, de Sétif, de Sidi Bel-Abbes, de Bejaia et d’Ouargla, celle-ci ayant obtenu la certification ISO 9001.

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a présidé, à l’occasion de sa visite à l’Université de Sétif, une cérémonie de remise de diplômes de fin d’études aux étudiants de la première promotion en Master en informatique quantique (Quantum Computing) de l’Université de Sétif, et honoré l’Université Kasdi-Merbah d’Ouargla pour l’obtention de la certification ISO 9001 pour la gestion de la qualité, ainsi que le recteur de l’Université Abderrahmane-Mira de Bejaia, le Pr Abdelkrim Beniaiche,

lauréat du prix international " Vertu Connaissance " lors du 9ème Festival éponyme en Italie.

Le ministre a également visité, au cours de sa visite à l’Université Ferhat-Abbas, les pavillons d’une exposition dédiée à l’innovation (organisée au hall de l’Université pour mettre en avant des projets d’étudiants de la cité

universitaire), la maison de l’intelligence artificielle, l’incubateur universitaire, le laboratoire de fabrication et de modélisation, les centres de développement High-Tech et de l’entrepreneuriat, la bibliothèque numérique et une salle d’enseignement de quatrième génération à la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Juillet 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متن	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا
	Tomate	74	88	60	الطماطم
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف
	Ail vert	426	492	359	الثوم الخضراء
	Carotte	93	105	82	الجزر
	Navet	99	110	87	لفت
	Poivron	101	114	88	الفلفل الاخضر
	Piment	122	139	105	الفلفل الحار
	Courgette	88	100	76	الكوسة
	Haricot vert	234	255	213	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	99	113	86	الخس
	Pomme locale	395	465	324	التفاح المحلي
	Datte	582	713	450	التمر
	Banane	423	434	411	الموز
	Melon	108	125	92	البطيخ الاصفر
Produits d'origine animale	Pastèque	73	85	60	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	1769	1913	1626	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	349	363	336	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volumé transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	426,00	+1,43	0,58	0,99	8,22	7,04	161	68 586,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 450,00	1450,00	0,00	1,13	2,53	0,00	-	18342	26 595 900,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	0,00	3,78	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	40000	92 000 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,39	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,96	2,03	-	0	0,00

D’UNE CAPACITÉ DE PLUS DE 16 000 LITS

144 projets hôteliers en cours de réalisation

L’Algérie met l’accent sur le développement du tourisme, dans le but de diversifier son économie et d’attirer un nombre croissant de visiteurs, tant nationaux qu’internationaux. Le pays s’attache à valoriser son patrimoine culturel et historique, la richesse de ses paysages naturels ainsi que son hospitalité, afin de devenir une destination touristique attractive. Des investissements importants sont en cours de réalisation, et d’autres sont prévus, visant à renforcer les capacités nationales d’hébergement.

Par Réda Hadi

Lors de l’ouverture du Sitev, la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Mme Meddahi a indiqué que cet événement constitue «une véritable opportunité pour renforcer les partenariats, favoriser l’échange d’expertises et encourager l’investissement ». L’édition 2025, la 24e du genre, veut incarner une vision renouvelée visant à propulser l’Algérie comme une destination touristique en construction. Placée sous l’égide du ministère du Tourisme et de l’Artisanat, cette édition mettra un accent particulier sur «l’authenticité culturelle et naturelle du pays». A cet égard, la ministre a précisé que l’Algérie œuvrait, conformément à la vision globale du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à diversifier son économie et à bâtir des modèles de développement durable, dans lesquels le tourisme occupe une place de choix, évoquant le lancement du plan d’action du tourisme (2024-2030) visant à «valoriser tous les atouts touristiques de notre pays, développer le tourisme et promouvoir le tourisme intérieur». Aussi, il faut reconnaître que pour maximiser l’impact du Sitev et renforcer la position de l’Algérie sur la scène touristique mondiale, l’établissement d’un calendrier annuel stable est primordiale. Un créneau annuel

fixe permet aux exposants et acheteurs d’intégrer le Sitev dans leurs calendriers d’événements à long terme, ce qui se traduit par une présence internationale plus cohérente et de meilleure qualité. Et en cela, la ministre a présenté, dans ce cadre, l’approche adoptée au niveau de son département ministériel en vue de réaliser un bond qualitatif dans le domaine du tourisme national, notamment en encourageant l’investissement touristique, en assurant le foncier et en simplifiant les procédures, faisant état de 144 projets hôteliers en cours de réalisation, d’une capacité de plus de 16.000 lits, outre la «mise à disposition d’assiettes foncières touristiques par le biais de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) et l’attraction des investisseurs afin de réaliser leurs projets qui contribueront à élever la capacité d’hébergement et diversifier les formules hôtelières, ce qui est à même de créer un climat concurrentiel en termes de prix et d’améliorer la qualité des services». Sur sa lancée, et dans le cadre de la modernisation du parc hôtelier public, la ministre a fait savoir que 43 hôtels touristiques publics ont été réhabilités par le Groupe Hôtellerie, Tourisme, Thermalisme (HTT), ce qui permettra de porter la capacité nationale d’hébergement à 160.000 lits d’ici la fin de l’année 2025 et à 250.000 lits à l’horizon 2030.

Pour des prestations de qualité, le ministère s’emploie également à assurer la qualification des ressources humaines, à travers le renforcement de la formation spécialisée et l’élargissement du réseau des instituts et écoles supérieures. Il accompagne également la mise en œuvre du programme de transformation numérique, avec 20 portails électroniques déjà en service et 11 plateformes numériques en cours de développement, en vue de rapprocher les services du citoyen, du touriste et de l’investisseur, a-t-elle mentionné.

Par ailleurs, Mme Meddahi s’est félicitée de la relance du tourisme saharien, affirmant que «les wilayas de notre Grand Sud, notamment Tamanrasset, Illizi, Djanet, Adrar, Béni Abbès, Naâma et Tindouf, sont devenues des destinations prisées par les amateurs de tourisme saharien, d’aventure et de culture locales, grâce à leurs richesses naturelles et à un patrimoine humain authentique témoignant d’une civilisation millénaire». Elle a également rappelé les nouvelles mesures décidées par les hautes autorités du pays concernant la facilitation de l’octroi de visas à l’entrée, ce qui a permis d’accueillir plus de 2,5 millions de touristes étrangers lors de la dernière saison.

EL TARF

Une commission interministérielle s’enquiert des conditions d’accueil des estivants

Par R E.

Une commission interministérielle s’est enquis dimanche à El-Tarf des conditions d’accueil et de séjour des estivants à travers les 19 plages autorisées à la baignade dans cette wilaya côtière. La commission est composée de 20 membres dont des représentants

des ministères de l’intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, de l’Environnement et de la Qualité de la vie, des Transports, du Tourisme et de l’Artisanat et des Travaux publics, ainsi que d’autres relevant de la Direction générale des forêts, de la Gendarmerie et la Sûreté nationales et de la Direction générale de la Protec-

tion civile, a fait savoir M. Abdelkrim Fares Anser, du ministère de l’Intérieur. Il a ajouté que la commission consacrera une semaine à l’inspection des plages autorisées à la baignade et au contrôle des conditions de leur exploitation touristique, en se concentrant sur le respect de l’instruction portant sur le libre accès aux plages et sur l’état des

équipements et des services mis à la disposition des vacanciers. Les membres de la commission se rendront sur 19 plages situées dans les communes de Berrihane, d’El Kala et de Souarakh, selon la même source qui a rappelé que 5 plages relevant des communes d’El Chatt et de Ben M’hidi ont déjà été inspectées depuis samedi.

SAISON ESTIVALE 2025

Visites d’inspection dans les wilayas touristiques

Des visites d’inspection ont été lancées à travers l’ensemble des wilayas touristiques, sous la supervision de cadres du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, afin d’assurer un suivi continu du bon déroulement de la saison estivale en cours, indique dimanche un communiqué du ministère. "En application des instructions du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire visant à assurer un suivi permanent sur le terrain durant la saison estivale 2025 et à prendre en charge les préoccupations des citoyens y afférentes, des visites d’inspection ont été lancées, samedi, à travers les 14 wilayas côtières, sous la supervision de cadres du ministère de l’Intérieur, accompagnés de représentants des secteurs et organismes membres de la Commission nationale de préparation et de suivi de la saison estivale", précise le communiqué. Ces visites visent à "s’enquérir des conditions de gestion des plages autorisées à la baignade, à suivre le respect du principe de gratuité d’accès aux plages, à contrôler les activités d’exploitation touristique et à s’assurer de leur conformité aux dispositions réglementaires, ainsi qu’à évaluer l’état des infrastructures et des services destinés aux estivants". Pour ce faire, "les membres des comités de wilayas et les responsables locaux ont été associés à ces sorties de terrain, qui seront sanctionnées par l’adoption de mesures correctives urgentes en cas de constatation de manquements", conclut la même source.

PROMOTION DE LA DESTINATION ALGÉRIE

Des plateformes numériques algériennes mises en avant au SITEV

Par R E.

En phase avec les transformations numériques effrénées, de nombreux acteurs du secteur du tourisme misent sur l’utilisation des nouvelles technologies pour attirer les touristes et faire la promotion des services fournis dans ce domaine, à travers la création de plateformes numériques innovantes dédiées aussi à faire connaître les sites touristiques et le patrimoine culturel algérien. Approchés par l’APS, en marge du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), inauguré samedi, les exposants ont précisé que ces initiatives ne se limitent pas uniquement au soutien du tourisme, mais incarnent un modèle économique qui repose sur l’entrepreneuriat numérique et l’innovation dans l’offre du contenu et la

prestation de service. Parmi ces opérateurs, figure l’agence "Fennebooking" qui, selon sa directrice Rania Fethi, a lancé la première plateforme électronique algérienne spécialisée dans la prestation de services de réservation d’hôtels, de billets d’avion et de transport, par e-paiement. A travers le lancement de sa plateforme "Fennec", l’agence vise à faciliter les opérations de réservation, en assurant "un service intégré et confortable", d’autant plus que la liste proposée par la plateforme aux clients compte "un million d’hôtels et plus de 950 compagnies aériennes, outre plus de 25.000 services de transport disponibles à travers le monde, ainsi que des choix de voyage atteignant 75.000 destinations", explique Mme Fethi. De son côté, la plateforme "Sacoddo", qui allie promotion du tou-

risme et de la culture en Algérie, offre ses services numériques au public, avec pour but de "préserver le patrimoine matériel et immatériel", selon son directeur commercial, Brahim Ahmed Moulay. Les services proposés par cette plateforme englobent tout ce qui a trait à l’hébergement et aux activités touristiques, tout en assurant un espace interactif à travers les différents réseaux sociaux, afin de créer des passerelles entre les personnes intéressées par les aspects touristiques et de donner une image sur la diversité de l’Algérie. Ces offres sont proposées en huit (8) langues. Par ailleurs, la plateforme "DZ Trip" a choisi de lancer ses services en parallèle avec le SITEV. Il s’agit d’une plateforme dédiée aux réservations touristiques, en Algérie et à l’étranger, notamment d’hôtels, de transports ou d’excursions touristiques,

par paiement électronique, selon les précisions de Samir Bourezg, représentant de l’agence "Al Assimia" qui supervise cette plateforme. De son côté, la directrice générale de l’Office national du tourisme (ONT), Saliha Nacer Bey, a affirmé que les efforts de l’office s’inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la numérisation des services et la facilitation des procédures administratives au profit des citoyens. A ce propos, Mme Nacer Bey a rappelé l’opération de numérisation qui a concerné les établissements placés sous la tutelle du ministère du Tourisme et de l’Artisanat, ainsi que les différentes plateformes opérant dans ce domaine, à l’instar de la plateforme "Idarati".

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Le projet de maintenance de 40 km du CW-3 livrable avant la fin de l’année en cours

Le projet de maintenance d'un tronçon de 40 km du chemin de wilaya CW-3, reliant les wilayas de Bordj Badji Mokhtar et de Tamanrasset, sera réceptionné avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Travaux publics (DTP). L'opération constitue une première tranche d'un projet de maintenance de 80 km de cet "important" axe routier, pour lequel est alloué un financement de 900 millions DA, a précisé le DTP de Bordj Badji-Mokhtar, Mohamed Lamine Adjal. Ce projet, pour lequel un délai de réalisation de six mois a été fixé, contribuera à l'amélioration de la fluidité de la circulation et du transport de marchandises entre ces deux wilayas de l'extrême Sud, et ne manquera pas d'insuffler une dynamique à l'action de développement local, a-t-il souligné. En effet, cet axe routier traverse plusieurs régions importantes, à l'instar de celle de Silet, enregistre une densité de circulation et est, ainsi, appelé à faciliter l'activité commerciale et le transport de voyageurs dans cette région frontalière a conclu M.Adjal.

SKIKDA

Une commission ministérielle mixte pour s’enquérir des conditions d’accueil des estivants à travers les plages

Une commission ministérielle mixte est arrivée samedi à Skikda pour s'enquérir des conditions d'accueil des estivants à travers les plages autorisées à la baignade dans cette wilaya. Dans une déclaration à l'APS au début de cette tournée, M. Yahia Boulahdjilet, représentant le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a précisé que cette commission est également composée de représentants du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie et de la direction générale des forêts. M. Boulahdjilet a ajouté que cette tournée qui a débuté à la Grande plage de la commune d'Ain Zouit (Ouest de Skikda) s'inscrit "dans le cadre des travaux de la commission nationale chargée de la préparation et du suivi de la saison estivale 2025 et présidée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour s'enquérir des conditions d'hygiène et de santé et de la gratuité de l'accès aux plages".

IN-SALAH

Début de l’activité annuelle des «bains de sable» à Foggaret-Ezzoua

La commune de Foggaret-Ezzoua, wilaya d’In-Salah, a renouvelé, depuis quelques jours, avec l’activité annuelle estivale des "bains de sable" (Sablothérapie), aux vertus thérapeutiques avérées et aux perspectives de développement d’un tourisme saharien durable, et ce à l’initiative de l’association locale touristique et juvénile pour la préservation du patrimoine.

L'évènement, dont le coup d'envoi est donné traditionnellement par les autorités locales, et qui est à sa 9ème édition, consiste en l'enfouissement de la personne dans un trou creusé dans les dunes de sable -laissant émerger uniquement la tête-, drapée dans une étoffe la protégeant du contact direct avec le sable chaud. Une activité qui donne lieu à une cure reconnue efficace contre des pathologies rhumatismales, lombaires et articulaires, ont expliqué les responsables de l'association. Pratiquée depuis la nuit des temps dans le Sahara algérien, cette pratique thérapeutique, conseillée durant la période de l'après-midi, après la prière d'El-Asr, où le baromètre commence à descendre, attire de nombreux

citoyens, de différents horizons du pays, pour se soulager d'une bonne sudation, assistés d'un encadreur de l'association. Dans le but de développer ce créneau du tourisme saharien, la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat apporte son soutien aux associations locales pour promouvoir ce genre d'activités à travers le territoire de la wilaya aux immenses étendues sablonneuses, lieux propices à ce type de pratiques curatives et touristiques. Pour leur part, les autorités de la commune de Foggaret-Ezzoua œuvrent à rentabiliser cette source naturelle, en invitant les citoyens à venir visiter la région et tirer profit des bienfaits de cette technique, encourageant, en parallèle, les activités culturelles et récréatives

afin de créer une certaine animation tout au tour. Le président de l'association touristique juvénile pour la préservation du patrimoine, Nadjem Belamine, lance une invitation ouverte aux citoyens pour assister aux prochaines éditions de cette activité, dans le but de contribuer à la promotion de la destination touristique de la région et à la valorisation de ses composantes culturelles. Les responsables communaux fondent eux aussi des espoirs sur le développement et la diversification de ce genre d'activités à même d'ouvrir, avec la station thermale de Tamezguida existante dans la région, des perspectives d'exploitation des potentialités touristiques de Foggaret-Ezzoua.

GARA DJEBILET

Un projet stratégique pour renforcer l’économie nationale et générer des emplois

Le projet de ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Bechar, sur une distance de 950 km, constitue un important acquis économique stratégique, générant de nombreux emplois, ont indiqué samedi les services de la wilaya de Tindouf. Le projet a ouvert quelque 9.700 emplois, dont 7.200 aux travailleurs algériens et 2.500 aux travailleurs chinois, ce qui reflète la dynamique économique induite par le projet, a-t-on souligné. Evoquant le projet minier de Gara Djebilet, le wali de Tindouf, Mustapha

Dahou, a indiqué que ce gisement de fer couvre une superficie globale de près de 40.000 hectares, avec une réserve dépassant les 3,5 milliards de tonnes, répartis en trois zones principales (Ouest, Centre et Est), sachant que les travaux ont été entamés dans la partie Ouest d'une superficie de 15.000 hectares. Le projet a enregistré une "forte dynamique" depuis son lancement, avec l'extraction jusqu'à de quelque 400.000 tonnes de brut prêts au traitement primaire, a précisé le wali en signalant qu'un am-

bitieux programme est prévu dans le développement de ce projet, dont six (6) unités de traitement primaire qui entrent progressivement en exploitation. Deux d'entre-elles offrent une capacité de 4 millions de tonnes/an, deux autres de 8 et 10 millions de tonnes/an et une usine principale d'une capacité de traitement de 18 millions de tonnes/an, a-t-il détaillé. Ces installations industrielles s'appuient sur une technique de traitement moderne, tenant compte de la contrainte de la rareté de la ressource hydrique dans la région, a

ajouté M. Dahou en révélant que l'exploitation du gisement est confiée à l'entreprise FERAAL, tandis que le partenaire chinois est chargé de la réalisation des usines de traitement, conformément aux dispositions contractuelles. Pour le wali de Tindouf, le projet représente un jalon essentiel de la stratégie nationale de diversification de l'économie et de valorisation des ressources naturelles du pays, et traduit "la volonté des hautes autorités de transformer le rêve de gisement de Gara Djebilet en réalité économique palpable".

BATNA

Le site archéologique Timgad se renforce de trois espaces de détente pour les visiteurs

Le site archéologique de Timgad, wilaya de Batna, s'est renforcé de trois espaces de détente pour les visiteurs, notamment les familles, durant les périodes de fins d'après-midis et nocturnes lors de la saison estivale, a-t-on appris samedi auprès du Directeur du musée et sites de Timgad, Zana, Tobna et Medghassène.

Dans une déclaration à l'APS, M. Chafik Bougherara a précisé que ces espaces (dotés de chaises, tables outre une cafétéria) ont été ouverts à l'entrée du site situé dans la ville de Timgad (35 km à l'Est de Batna), soulignant que l'opération "s'inscrit dans le cadre de la valorisation du site et amélioration des conditions d'ac-

cueil des visiteurs". Selon la même source, "c'est la première fois que des espaces sont réservés aux visiteurs sur ce site qui enregistre à longueur d'année un grand engouement des visiteurs nationaux et étrangers, notamment durant les diverses occasions et les week-ends".

PORT DE MOSTAGANEM AU 1^{ER} SEMESTRE

Croissance de 51% de l’activité commerciale

L'activité commerciale du port de Mostaganem a enregistré une croissance de 51% au cours du premier semestre de 2025 par rapport à la même période de l'année passée, a indiqué, samedi, la Direction générale de l'entreprise portuaire. Selon la même source, le port commercial de Mostaganem a connu, entre le 1er janvier et le 30 juin "une amélioration notable de sa performance opérationnelle, ayant permis une hausse des échanges commerciaux de 51% par rapport à la même période de l'année précédente". Ce résultat solide reflète, selon la direction, l'efficacité des mesures adoptées par l'entreprise portuaire en vue d'améliorer et de faciliter le mouvement du com-

merce extérieur, notamment à travers l'adoption d'un système de travail continu, 24h/24 et 7j/7. Le premier semestre de l'année 2025 a ainsi enregistré une hausse des exportations de 185% et des importations de 32% par rapport aux indicateurs du premier semestre de l'année d'avant, a précisé la même source. Cette croissance a concerné divers types de marchandises, avec des augmentations notables dans les produits agricoles, les produits pétroliers (notamment le bitume), les produits chimiques, les engrais et les marchandises diverses. Elle a également été accompagnée d'une progression marquée de l'activité conteneurs, qui a dépassé les 61%, a précisé la même source.

A court terme, l'entreprise portuaire compte maintenir cette dynamique exceptionnelle à travers le développement continu de ses services logistiques, numériques et d'assistance offerts aux opérateurs économiques, ajoute-on de même source. Cette vision ambitieuse, visant à renforcer le rôle du port en tant qu'axe vital du commerce extérieur, s'aligne avec les projets en cours de réalisation, notamment la réhabilitation des quais, le développement de la zone de fret pour augmenter la capacité et le flux des conteneurs, ainsi que le projet du troisième bassin, qui permettra de doubler l'activité actuelle du port de Mostaganem, a-t-on également souligné

L'industrie gazière redéfinit le méthane comme une «énergie propre»

Une vague de projets de loi dans les assemblées législatives des États américains cherche à classer le méthane, qui réchauffe le climat, comme une source d'énergie « verte » ou « propre. » Des groupes financiers discrets et liés à l'industrie gazière sont à l'origine de cette initiative.

2^e partie et fin

Par Emily Sanders (*)

« Les combustibles fossiles sont attaqués, a poursuivi Mme Spears. C'est un problème national. [...] Nous entretenons d'excellentes relations avec le corps législatif. C'est ainsi que nous obtenons l'adoption de projets de loi qui nous protègent. » La Tennessee Valley Authority, le plus grand service public du pays, se lance actuellement dans l'une des plus grandes expansions gazières de tous les services publics du pays. En Louisiane, le nouveau projet de loi redéfinissant le gaz comme une énergie verte irait encore plus loin, déclarant que le ministère de l'Energie et des Ressources naturelles de l'État devrait travailler avec la Commission du service public pour « utiliser l'énergie générée par les hydrocarbures comme une ressource. » Les hydrocarbures sont strictement définis par la loi louisianaise comme étant « le pétrole et le gaz présents naturellement dans la terre et toute autre substance liquide ou gazeuse de valeur trouvée et produite en association avec eux. »

Selon Jackson Voss, coordinateur de la politique climatique pour le groupe de défense Louisiane Alliance for Affordable Energy, le projet de loi pourrait être utilisé pour « empêcher le développement des énergies renouvelables en donnant une couverture politique à nos régulateurs » afin d'autoriser l'expansion des projets gaziers dans l'État. Les compagnies d'électricité de Louisiane sont engagées dans un processus public visant à déterminer comment elles répondront à la demande d'énergie de l'État.

Elles présenteront leurs projets à la Louisiana Public Service Commission, où les régulateurs reçoivent plus d'argent pour leurs campagnes électorales de la part des compagnies d'électricité et des intérêts des combustibles fossiles que dans presque tous les autres États. Dans le Michigan, un projet de loi beaucoup plus restreint, qui est actuellement examiné par le Sénat de l'État, désignerait deux centrales électriques au gaz existantes comme des énergies propres. S'il est adopté, le projet de loi permettra aux centrales de continuer à fonctionner conformément aux lois sur l'énergie de l'État, qui fixent une norme de 100 % d'énergie propre d'ici à 2040, à quelques exceptions près.

La loi de l'Indiana – qui définit également le propane à base de pétrole comme une « énergie propre », un changement de définition promu par l'industrie du propane – ouvre le gaz et le propane à « tout programme étatique ou fédéral qui fournit des fonds » destinés à l'origine aux projets d'énergie éolienne, solaire et d'autres énergies renouvelables.

L'Empowerment Alliance a salué le pro-



jet de loi de l'Indiana dans sa lettre d'information « Common Sense » au début de l'année, avant qu'il ne devienne loi. « Nous encourageons les législateurs des autres États à examiner ce que l'Ohio, le Tennessee et l'Indiana ont fait », peut-on lire dans la lettre d'information. L'adoption d'une loi « Natural Gas is Green » conduira à un avenir énergétique propre et vert.

L'Empowerment Alliance, l'ALEC et la Tennessee Gas Association n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Tuer les énergies renouvelables, libérer le gaz

Le changement de classification du méthane semble être l'une des nombreuses tactiques utilisées par l'industrie depuis des années pour contrer les actions locales visant à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et les appels à des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) plus strictes. Lors d'une réunion du comité exécutif de l'American Gas Association en 2019, le groupe de lobbying et de commerce du gaz a présenté une stratégie pour les entreprises gazières, les associations commerciales locales et les groupes et campagnes pro-gaz – y compris l'Empowerment Alliance – afin de bloquer les initiatives de politique publique au niveau de l'État visant à interdire les nouvelles infrastructures gazières et l'utilisation du gaz dans les maisons et les bâtiments.

L'une des principales priorités du groupe de pression pour 2020 serait « d'intensi-

fier nos efforts au niveau des États et au niveau local sur plusieurs fronts afin de garantir aux consommateurs des choix énergétiques qui incluent le gaz naturel propre et abordable », selon le procès-verbal de la réunion obtenu par l'Energy and Policy Institute.

Dans l'Ohio, Tom Rastin, qui dirige l'Empowerment Alliance et était jusqu'à récemment un dirigeant d'Ariel Corporation, l'un des plus grands fabricants de compresseurs de méthane au monde, a travaillé avec les législateurs de l'Ohio pour faire passer sa législation qualifiant le gaz de « vert. »

Rastin est également l'une des figures de proue d'une croisade locale contre les énergies renouvelables dans l'État. Selon les rapports de ProPublica et Floodlight, Rastin est l'un des principaux bailleurs de fonds de Knox Smart Development, un groupe anti-solaire qui se présente comme un défenseur de la base, qui a contribué à susciter l'opposition à un grand projet solaire dans l'Ohio. Le groupe a fait paraître des publicités anti-solaires dans un « journal local » payant géré par Metric Media, un réseau de sites web partisans lié à Koch, qui a également publié une rubrique hebdomadaire de l'Empowerment Alliance promouvant le gaz.

La démarche visant à codifier le gaz comme étant propre coïncide avec d'autres efforts déployés au niveau des États et au niveau fédéral pour saper les projets d'énergie renouvelable tout en supprimant les restrictions imposées à l'industrie des combustibles fossiles.

Dans le Michigan, Rastin a contribué à

hauteur de 10 000 dollars à Citizens for Local Choice, une campagne électorale qui visait à freiner les projets éoliens et solaires.

Les efforts visant à bloquer le développement des énergies renouvelables tout en libérant les combustibles fossiles proviennent également de l'administration Trump, qui a fait de ces politiques une pierre angulaire de son programme. Le gouvernement fédéral a annulé près de 4 milliards de dollars de subventions pour les énergies propres, a tenté de « stopper l'application » des lois climatiques des États et s'est efforcé d'éliminer les restrictions en matière de pollution et les exigences de longue date en matière de déclaration des émissions. Le ministère américain de l'Intérieur prévoit d'accélérer l'octroi de permis pour les projets pétroliers et gaziers en les faisant passer à un maximum de vingt-huit jours, et Trump a promis de relancer « la belle industrie du charbon propre de l'Amérique. »

De plus, le projet de budget de Trump abrogerait les limites de pollution au méthane prévues par la loi sur la qualité de l'air (Clean Air Act), tout en permettant aux compagnies gazières d'obtenir une procédure d'autorisation accélérée moyennant une redevance unique de 10 millions de dollars, ou de verser 1 million de dollars au ministère de l'Energie pour qu'une installation d'importation ou d'exportation de gaz soit considérée comme étant « dans l'intérêt du public. » Selon la dernière enquête Yale Climate Opinion, 66 % des Américains sont favorables à une transition des combustibles fossiles vers les énergies propres d'ici à 2050. Toutefois, les défenseurs de cette cause affirment que les débats sur la politique énergétique au niveau fédéral et des États reflètent davantage l'influence de l'industrie des combustibles fossiles que les souhaits du public. En Louisiane, Voss, de l'Alliance for Affordable Energy, craint que l'industrie ne soit sur le point de faire adopter une loi sur l'écoblanchiment des gaz qui n'aurait rien de bon pour l'État. Les habitants de la Louisiane paient des factures d'électricité beaucoup plus élevées que la plupart des habitants du pays et leur réseau est l'un des moins fiables. Plus de gaz « rendrait notre réseau en Louisiane encore moins fiable et certainement moins abordable et plus dommageable pour la santé publique et l'environnement », a déclaré Voss. « Il n'y a vraiment aucun avantage pour qui que ce soit d'autre que les entreprises de services publics, qui vont maximiser leurs profits autant qu'elles le peuvent. »

(*) Journaliste spécialiste du climat basée dans le Queens, à New York

Source : Jacobin, Emily Sanders, 10-06-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE

L'organisateur de la conférence FII d'Arabie saoudite prévoit une introduction en bourse

Richard Attias and Associates, l'organisateur du sommet de la Future Investment Initiative en Arabie saoudite, prépare une éventuelle introduction en bourse, selon un rapport. Le fondateur et président de RA&A, Richard Attias, a déclaré à Bloomberg, dans une réponse envoyée par courriel, que la société de conseil et d'organisation d'événements travaillait actuellement avec des banques, dont Evercore Inc, pour se préparer à une éventuelle introduction en bourse dès l'année prochaine. Le FII est largement considéré comme l'un des événements phares du Royaume en matière d'investissement, où les leaders mondiaux et les experts du secteur se réunissent pour discuter des opportunités et des défis qui se présentent dans le paysage financier mondial. M. Attias a été un orateur de premier plan lors des manifestations de la FII, au cours desquelles l'Arabie saoudite présente les ambitions de sa Vision 2030, qui consiste à se positionner comme une destination commerciale internationale d'ici à la fin de la décennie. Citant Attias, Bloomberg a rapporté qu'"il resterait actionnaire après toute transaction potentielle et resterait président du conseil d'administration. Aucune décision définitive n'a été prise".

ÉGYPTE

Une transition énergétique encore dépendante du savoir-faire extérieur

D'une capacité installée de 650 MW, le parc éolien de Ras Ghareb, situé dans le nord-est de l'Égypte fait avancer le pays dans ses objectifs en faveur de la transition énergétique. Le tissu industriel local reste cependant encore largement à la traine dans les plans de construction.

La compagnie française Engie a officialisé la mise en service complète du parc éolien de Ras Ghareb, le plus grand d'Afrique à ce jour, d'une capacité totale de 650 MW, situé dans le nord de l'Égypte. Ce projet essentiellement développé par des acteurs étrangers, illustre la dépendance persistante du pays à l'expertise extérieure dans sa transition énergétique. L'initiative a été financée notamment par les banques japonaises Japan Bank for International Cooperation (JBIC), SMBC et Norinchukin, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et Société Générale, avec une couverture de risque assurée par l'agence japonaise NEXI. Aucun prêteur local n'a été associé à l'opération. De plus, les communications officielles ne font état d'aucune fabrication d'équipements sur le sol égyptien. Les turbines et composants électromécaniques ont été fournis par des constructeurs étrangers, sans mention d'assemblage local ni de transfert de technologie.

Une volonté politique sans socle industriel

Si l'Égypte dépend des importations pour la mise en œuvre de sa transition énergétique, notamment dans le segment de l'énergie éolienne, c'est d'abord parce que le pays n'a pas les capacités industrielles requises sur ce segment. Selon un rapport publié en 2024 par le département américain du Commerce (US ITA), « l'Égypte ne produit actuellement ni turbines éoliennes ni composants majeurs localement, la plupart sont importés ». À cette absence de capacités industrielles locales s'ajoute l'influence des conditions de financement. Le recours à des bailleurs internationaux, comme dans le cas de Ras Ghareb, encadre en partie les choix techniques et commerciaux. Selon sa politique opérationnelle, la JBIC, par exemple, conditionne ses prêts à l'implémentation d'entreprises japonaises dans les projets financés. Ainsi, dans ce type de montage, aucun seuil minimal de contenu local n'est exigé, ce qui limite la participation des industriels locaux lorsque ceux-ci ne disposent

pas déjà d'une capacité intégrée. Cette situation perdure malgré les ambitions affichées par les autorités. Selon les objectifs formulés par l'Autorité égyptienne des énergies nouvelles et renouvelables (NREA) et la Compagnie égyptienne de transport d'électricité (EETC), les autorités visent depuis 2014 un contenu local compris entre 30 % et 70 % dans les projets éoliens. Si, dans la pratique, ce seuil n'a pas été atteint dans les projets récents à grande échelle, les autorités semblent conscientes de la situation. « Nous devons nous appuyer sur des composants locaux dans tous les projets éoliens à venir », avait ainsi déclaré le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, lors d'une visite officielle sur le site de Ras Ghareb en avril dernier. D'après le Global Offshore Wind Report 2023 du Global Wind Energy Council (GWEC), des politiques mal adaptées, notamment sur les exigences strictes de contenu local, peuvent s'avérer contre-productives, en insufflant des coûts supplémentaires ou des retards dans les projets.

LIBYE

Pourquoi l'offshore pétrolier revient au cœur de la stratégie énergétique

L'essentiel de la production d'or noir de la Libye provient de gisements à terre, notamment dans le bassin de Syrte, de Murzuq et de Ghadamès qui représentent 80 % des réserves prouvées d'or noir et fournissent environ 90 % de la production du pays. Après des années de relative marginalisation, l'exploration offshore fait l'objet de nouveaux engagements concrets dans la stratégie pétrolière libyenne avec la signature, mercredi 25 juin, d'un protocole d'accord (MoU) pour des études géologiques et géophysiques au large

des côtes du pays. Ces études prévues pour être conduites avec la compagnie pétrolière publique turque TPAO, concernent quatre périmètres maritimes sur lesquels 10 000 kilomètres de données sismiques 2D seront recueillies, analysées et interprétées. Ce développement s'inscrit dans une dynamique plus large de relance de l'activité amont en Libye. Mi-avril 2025, la National Oil Corporation (NOC), l'entreprise publique en charge des hydrocarbures, a lancé à Istanbul une tournée internationale destinée à promouvoir les opportunités d'explo-

ration pétrolière du pays. Dans le cadre de ce roadshow, l'entreprise a présenté 22 blocs, dont 11 en mer, à des investisseurs potentiels. L'initiative vise à préparer un cycle futur d'attribution, dans un contexte où la NOC souhaite relancer la production nationale et attirer des partenaires étrangers. Parallèlement à cette campagne, les autorités libyennes ont opté pour une réforme contractuelle, abandonnant l'ancien modèle EPSA IV au profit de contrats de partage de production (PSA) jugés plus flexibles pour les investisseurs.

Cette ouverture vise à atteindre un objectif affiché de production de 2 millions b/j, contre environ 1,4 million actuellement, selon les chiffres de la NOC. La Libye dispose déjà d'un champ offshore actif, Bourj, situé à 120 km au nord des côtes, opéré conjointement par Eni et la NOC. Sa production estimée à environ 60 000 barils par jour, reste modeste comparée aux grands gisements onshore du pays, comme El Sharara ou Waha. Le redéploiement actuel de la politique énergétique vers l'offshore s'appuie donc sur une base existante, mais historiquement limitée.

EAUX USÉES

La Tunisie exploite moins de 10 % de ses ressources traitées malgré 127 stations d'épuration

La Tunisie dispose d'un important potentiel de traitement des eaux usées, mais n'en exploite qu'une infime partie, selon les déclarations d'Anis Ben Rayana, spécialiste des questions agricoles, lors de son intervention ce samedi 12 juillet sur les ondes de l'émission « Expresso Weekend ». En 2023, le pays a produit 318 millions de mètres cubes d'eaux usées traitées à travers 127 stations d'épuration, mais moins de 10 % de cette ressource est effectivement utilisée. La gestion du système d'assainissement est assurée par l'Office National de l'Assainissement (ONAS), qui opère un

réseau long de 18 243 km de canalisations à travers le pays. Cependant, le taux de raccordement aux réseaux d'assainissement ne dépasse pas 65 %, un niveau considéré comme insuffisant par les spécialistes. Ce chiffre met en lumière des disparités territoriales et un besoin d'investissements structurels, notamment dans les zones rurales et périurbaines.

Qualité de l'eau et pollution : les défis persistent

Anis Ben Rayana a également pointé du doigt un autre enjeu crucial : la

qualité des eaux usées traitées. Selon lui, une grande partie de ces eaux nécessite un traitement complémentaire pour répondre aux standards de réutilisation, notamment dans les domaines agricoles ou industriels. Le rapport annuel 2023 sur le secteur de l'eau met en évidence cette faiblesse, alors même que la réutilisation pourrait constituer une solution durable face au stress hydrique croissant. Parallèlement, l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) a mené 4 052 opérations de contrôle environnemental en 2023, dont 55 % portaient sur la pollution de l'eau. Ces chiffres il-

lustrent l'ampleur des pressions exercées sur les ressources hydriques tunisiennes, aggravées par les pollutions industrielles et urbaines mal encadrées. Le rapport 2023 rappelle également une recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) datant de 2004, qui exhorte la Tunisie à mettre en place des plans de gestion de la sécurité sanitaire pour les fournisseurs d'eau. Ces plans visent à garantir un accès à une eau potable salubre, depuis la source jusqu'au consommateur final, et à prévenir les risques sanitaires en période de sécheresse ou de contamination.

GABON

Le pays sollicite Eximbank et la DFC pour un prêt de 3 milliards \$ pour ses projets

Afin de soutenir ses projets structurants, le pays d’Afrique centrale cherche à mobiliser des financements auprès d’institutions américaines, dans l’optique de conduire une transformation économique en profondeur.

Le Gabon a exprimé son souhait d’ouvrir des discussions avec la US International Development Finance Corporation (DFC) et la Banque d’import-export des Etats-Unis (Eximbank) afin d’obtenir un prêt préférentiel compris entre 2 et 3 milliards de dollars. Cette demande de financement a été formulée par le président gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, le mercredi 9 juillet 2025, lors d’un dîner de travail à la Maison Blanche avec le président américain Donald Trump, en marge du mini-sommet USA-Afrique. Selon la présidence gabonaise, ces ressources seraient destinées à financer plusieurs projets d’infrastructures et d’industrialisation jugés prioritaires. Parmi eux,

figure notamment l’exploitation de la potasse de Mayumba, en partenariat avec la société minière américaine Millennial Potash, dont la production est attendue pour 2027, ainsi que le développement de nouveaux blocs pétroliers offshore en collaboration avec ExxonMobil dont les discussions sont en cours. Le Gabon mène également des discussions avec Rapiscan pour la construction d’un port en eau profonde à Mayumba, et avec Boeing en vue de l’acquisition de trois avions gros porteurs, livrables à l’horizon 2029. Un projet ferroviaire de 901 kilomètres reliant Belinga, Boué et Mayumba est également en préparation pour faciliter le transport du minerai de fer, en complément à la

construction du barrage hydroélectrique de Boué et de plusieurs infrastructures routières majeures. Pour convaincre les partenaires américains, le président gabonais a également insisté sur la crédibilité économique du pays, affirmant que « le Gabon a aujourd’hui une économie crédible, capable d’honorer ses engagements ». Il a souligné les efforts entrepris pour réformer la gouvernance économique afin de rendre l’environnement des affaires plus attractif. « Nous avons engagé une réforme en profondeur de notre gouvernance économique pour créer un environnement plus attractif, plus sécurisé, plus compétitif », a-t-il expliqué.

CAMEROUN

Oriole vise jusqu’à 1,34 million d’onces de ressources aurifères à Mbe

Oriole Resources pilote au Cameroun les projets aurifères Bibemi et Mbe. Alors que le premier actif cité dispose déjà d’une estimation de ressources, la société envisage d’en effectuer une avec le second d’ici fin 2025. Oriole Resources vise un objectif d’exploration compris entre 820 000 et 1,34 million d’onces d’or en ressources pour son projet aurifère Mbe au Came-

roun. C’est ce qu’a annoncé la junior minière britannique le mercredi 9 juillet, citant un rapport confié au consultant indépendant Forge International Limited. Selon les détails fournis, cette cible repose sur les données d’analyse des 13 premiers trous forés sur les prospectes MB01-N et MB01-S, ainsi que sur des données de tranchées enregistrées sur ces deux périmètres

en 2024. La projection prend en compte un total compris entre 33 et 44 millions de tonnes de minerai à une teneur allant de 0,77 à 0,95 g/t. La compagnie prévoit de finaliser un programme de forage sur le prospect MB01-S au cours de ce troisième trimestre 2025. Les résultats de ces travaux devraient notamment alimenter la première estimation de ressources de Mbe, dont la publica-

tion est attendue au quatrième trimestre. La concrétisation de cette étape permettrait à Oriole de disposer de deux actifs aurifères dotés d’une estimation de ressources dans le pays d’Afrique centrale. En effet, la compagnie pilote également au Cameroun le projet Bibemi, dont les ressources minérales atteignent actuellement 460 000 onces d’or à une teneur de 2,06 g/t.

KENYA

Le pays se dote d’un système de traçabilité dans le secteur de l’élevage

Au Kenya, l’élevage contribue à hauteur de 42 % au PIB agricole et fournit 12 % du PIB national. Le gouvernement qui souhaite renforcer la productivité du secteur, déploie de nouvelles stratégies pour améliorer la gestion des élevages locaux. Au Kenya, le gouvernement s’apprête à déployer un Système d’Identification et de Traçabilité des Animaux dénommé ANTITRAC. C’est ce qu’a révélé Jonathan Mueke, secrétaire principal au Développement de l’Élevage, mercredi 9 juillet dernier. Il précise que ce dispositif, actuellement en phase pilote dans des fermes publiques, sera prochainement déployé dans le comté de Busia. « Chaque animal aura une étiquette avec une puce. En saisissant le code de l’étiquette, on pourra accéder au nom du propriétaire, au poids de l’animal, à sa

date de naissance. On connaîtra aussi la quantité de lait qu’il produit et les vaccins qu’il a reçus », explique le responsable. Cette initiative est censée apporter des solutions efficaces pour surmonter des défis persistants dans le secteur de l’élevage, tels que le vol de bétail. Il s’agit aussi d’un outil qui pourrait permettre de renforcer la gestion de la santé animale et des épizooties, un enjeu majeur pour les systèmes d’élevage en Afrique. Globalement, l’adoption d’un système national de traçabilité du cheptel permettra de mieux suivre et d’optimiser les interventions et les stratégies à mettre en place pour améliorer la productivité des élevages locaux et les performances des filières stratégiques, telles que le lait et la viande. Le [système] ANTITRAC facilitera les transactions sur le marché et permettra

d’augmenter la valeur des animaux, au bénéfice des éleveurs. La demande pour nos produits animaux est élevée, mais nous sommes freinés par une faible productivité », déplorait aussi M. Mueke. L’enjeu est d’autant plus important que le Kenya veut capter une plus grande part du marché africain des produits carnés. C’est dans le cadre de cette ambition que le Conseil des exportateurs de viande et de produits d’élevage du Kenya a annoncé, en février dernier, son intention de faire de la Libye et du Nigeria les nouvelles destinations d’exportation de la filière en Afrique. Par ailleurs, le Conseil laitier (KDB) a adopté en 2023 une feuille de route de 10 ans, avec pour objectif de presque doubler la production laitière du pays, pour atteindre 10 millions de tonnes sur la période 2023-2033.

POUR MODERNISER SON SECTEUR AGRICOLE
Le Nigeria parie sur les technologies spatiales

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à hauteur de 22,7 % au PIB et emploie environ 34 % de la population active. Face aux défis de la sécurité alimentaire et à la nécessité d’accroître la productivité, le pays intensifie ses efforts pour moderniser le secteur avec les nouvelles technologies. Au Nigeria, l’Agence nationale de recherche et de développement spatial (NASRDA) s’apprête à lancer d’ici janvier 2026 une initiative majeure qui s’appuie sur les satellites pour moderniser l’agriculture, en partenariat avec l’Agence spatiale européenne (ESA). C’est ce qu’a annoncé Hugh Briggs, responsable des programmes agricoles de l’Union européenne (UE) au Nigeria et en Afrique de l’Ouest, qui s’est confié le 7 juillet à l’Agence de presse nigériane (NAN). Ce projet baptisé « Innovative Agriculture » est financé par l’UE avec pour objectif d’exploiter les données satellitaires pour fournir aux petits exploitants des informations précises sur la qualité des sols, les cultures adaptées et les calendriers agricoles optimaux, en vue d’améliorer la productivité grâce à l’imagerie spatiale et aux outils numériques. Cette initiative traduit les ambitions du gouvernement de tirer profit des progrès technologiques pour améliorer les performances de son secteur agricole. D’après la FAO, les technologies spatiales comme l’imagerie satellite et les données des systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS), sont devenues des outils stratégiques pour l’agriculture. En effet, elles permettent de suivre l’état des cultures, d’optimiser la gestion des ressources en eau, de détecter et maîtriser les ravageurs, ou encore de mieux anticiper les aléas climatiques, au bénéfice des agriculteurs comme des décideurs. Un savoir-faire déjà établi Le Nigeria n’en est pas à ses débuts dans ce domaine. Depuis le lancement en 2003 de son premier satellite Nigeria-Sat-1, le pays a acquis une expérience significative dans la collecte de données satellitaires pour la surveillance des cultures et la gestion des ressources naturelles.

ETATS UNIS

Wall Street en baisse, n’échappe plus aux craintes commerciales

La Bourse de New York a terminé la semaine dans le rouge vendredi, laissant entrevoir ses craintes face aux multiples menaces douanières de Donald Trump, dont celles visant le Canada.

Le Dow Jones a perdu 0,63%, l'indice Nasdaq 0,22% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,33%. "Une nouvelle série de menaces de droits de douane de la part du président Trump pèse sur l'appétit pour le risque à la fin de la semaine, alors que les actions redescendent des nouveaux records atteints lors des échanges d'hier", résume Jose Torres, d'Interactive Brokers. Le président américain Donald Trump a de nouveau ciblé jeudi le Canada, en lui imposant 35% de surtaxe, l'un des taux les plus élevés annoncés depuis le début de la semaine, reprochant au deuxième partenaire commercial des Etats-Unis d'avoir riposté à ses droits de douane. Depuis le début de la semaine, une vingtaine de pays, principalement asiatiques, ont déjà reçu un courrier visant

à leur notifier le taux de surtaxe qui sera appliqué à leurs produits à compter du 1er août. Interrogé par l'AFP, Adam Sarhan, de 50 Park Investments, estime que la réaction du marché reste "vraiment haussière", malgré le recul observé vendredi. Le Nasdaq et le S&P 500 ont tous deux réalisé plusieurs records en clôture ces derniers jours. "Nous n'avons pas encore vu de nouveaux droits de douane substantiels être effectivement appliqués", explique-t-il. Les investisseurs attendent également le sort qui sera réservé à plusieurs puissances, dont l'Inde et l'Union européenne. Pour la semaine à venir, "une longue liste de données importantes" pourra donner une direction au marché, prévient Jose Torres. Les acteurs de marché attendent notam-

ment les chiffres de l'inflation côté consommateur (CPI) et producteur (PPI) la semaine prochaine. Un nouvel indicateur concernant la confiance des consommateurs sera aussi publié. "Les économistes et les investisseurs surveilleront de près si les droits de douane imposés par Trump se répercutent sur la chaîne d'approvisionnement ou les rayons des magasins, et utilise-

ront ces informations pour évaluer le rythme auquel la Fed descend les marches de l'escalier de la politique monétaire", anticipe M. Torres. La grande majorité des investisseurs estiment que la banque centrale américaine va maintenir ses taux à ce niveau à l'issue de sa prochaine réunion, selon l'indicateur publié par CME, FedWatch.

ASIE

Les bourses en baisse

Les marchés boursiers asiatiques ont connu une baisse, notamment en raison d'une nouvelle offensive douanière américaine. Les indices à Hong Kong et au Japon ont été particulièrement affectés, avec des chutes significatives. Voici quelques points clés : Chute généralisée: Les bourses asiatiques ont plongé, avec des baisses notables dans les indices majeurs tels que le Hang Seng à Hong Kong et le Nikkei à Tokyo. Contexte de tensions commerciales: Les nouvelles mesures douanières imposées par les États-Unis ont déclenché des réactions négatives sur les marchés asiatiques, entraînant une

forte correction. Impact spécifique sur Hong Kong: L'indice Hang Seng a connu sa pire séance depuis la crise financière de 2008, illustrant la gravité de la situation pour cette place financière spécifique. Répercussions sur d'autres marchés: Les bourses européennes et américaines ont également été affectées par ces événements, bien que dans une moindre mesure. En résumé, la journée du 12 juillet 2025 a été marquée par une forte volatilité et une baisse généralisée des marchés boursiers asiatiques, notamment en raison des tensions commerciales accrues.

APRÈS L’ATTAQUE DE TRUMP CONTRE L’EUROPE

La complaisance des marchés financiers peut-elle durer ?

Depuis des semaines, les menaces commerciales du président américain, agitées tous azimuts, perdent de leur crédibilité. Celles de 30 % contre l'Union européenne et le Mexique changent-elles la donne ? Un nouveau choc ou une simple menace sans lendemain ? En annonçant dans une lettre, samedi 12 juillet, qu'il im-

poserait 30 % de droits de douane sur les importations de l'Union européenne (UE) et le Mexique, à partir du 1er août, Donald Trump réitère sa tactique préférée : la menace démesurée pour faire plier l'adversaire. Pour faire bonne mesure, le président américain précise que le taux qu'il a choisi contre l'UE est à un niveau « bien inférieur à

ce qu'il faudrait pour éliminer le déficit commercial que [les Etats-Unis ont] vis-à-vis de l'UE ». En cas de réplique par l'UE, précise-t-il, Washington ajoutera aux 30 % l'équivalent des droits de douane imposés par les Européens. Le problème est que cette tactique s'émousse. M. Trump a utilisé exactement la

même approche le 2 avril, date qu'il avait surnommée le « jour de la libération ». Il avait alors annoncé une hausse historique des droits de douane, s'élevant pour certains pays jusqu'à 50 %, et à 20 % pour l'UE. Les marchés financiers avaient dévisé. Pour mettre fin à la tempête, il avait fallu que le président recule,

LONDRES

La Bourse des métaux récolte les fruits de l’agitation tarifaire

Le London Metal Exchange (LME) a enregistré ses volumes trimestriels les plus élevés depuis 2014 grâce aux turbulences du marché qui ont suivi les tarifs douaniers du "jour de la libération" de Donald Trump, président américain. Le panier de métaux de base de l'indice LME .LMEX a plongé de 11 % après l'annonce des tarifs douaniers le 2 avril, les marchés des métaux ayant pris peur face à la perspective d'une véritable guerre commerciale. Le débouclage en bloc des positions et le réengagement ultérieur, lorsque les prix se sont partiellement redressés, se sont traduits

par des volumes quotidiens record le 7 avril et des transactions mensuelles sans précédent. Le chaos a tendance à être une bonne affaire pour le marché londonien, vieux de 148 ans, qui appartient à Hong Kong Exchanges and Clearing 0388.HK depuis 2012. Le dernier pic d'activité remonte à avril 2024, lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé des sanctions sur le métal russe. Un impact tarifaire plus nuancé sur la bourse CME CME.O aux États-Unis suggère que l'augmentation de l'activité commerciale a été motivée par la chaîne d'approvisionnement physique plutôt

que par les fonds. Retour au bord du gouffre La tempête de tarifs douaniers de Trump a accéléré la reprise du LME après la crise du nickel de 2022, lorsqu'il risquait ce que le responsable de LME Clear de l'époque, Adrian Farnham, a décrit comme une "spirale de la mort". Il a fallu près d'un an pour que les volumes se rétablissent après la décision de la bourse de suspendre son contrat sur le nickel et d'annuler les transactions, une décision qui a finalement été justifiée par la Haute Cour de Londres. Les volumes de nickel sont revenus aux niveaux d'avant la crise

l'année dernière et les volumes quotidiens moyens ont encore augmenté de 25 % au cours du premier semestre de cette année, bien que le prix CMN13 ait passé la majeure partie du temps à faire du surplace autour de ses plus bas niveaux depuis quatre ans. Le fait qu'il y ait beaucoup de nickel à financer n'est pas étranger à cette situation. Les stocks du LME sont passés de 34 000 tonnes métriques au milieu de l'année 2023 à plus de 200 000 tonnes métriques, auxquelles s'ajoutent 71 000 tonnes métriques en attente dans les entrepôts du LME. La faiblesse des prix et la surabon-

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Juillet 2025

Valeur : 14 Juillet 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6159	129.6309
1	EUR	EURO		152.0395	152.0700
1	GBP	POUND STERLING		176.3242	176.3446
100	JPY	JAPANESE YEN		88.5234	88.5396
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0591	18.0617
1	CHF	SWISS FRANC		163.0594	163.1809
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8178	94.8426
1	DKK	DANISH KRONE		20.3773	20.3809
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6277	13.6416
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8732	12.8781
1	AED	UAE DIRHAM		35.2860	35.2958
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5569	34.5627
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.1358	424.4627
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1092	44.5525
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3957	14.3974
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9047	24.0271
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2462	3.2562
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6066	177.6066

FRANCE

Le Medef appelle les Européens à faire front commun face aux droits de douane américains

Le patronat français appelle à l'unité de l'Europe face à l'annonce par le président américain Donald Trump de droits de douane de 30 % sur les produits issus de l'Union européenne, qui entreront en vigueur dès le 1er août.

« Dans cette période, l'unité de l'Europe est plus que jamais essentielle », a réagi samedi soir le président du premier syndicat patronal dans une déclaration à l'AFP, soulignant que « le Medef s'y emploie avec ses homologues européens ». Samedi, le locataire de la Maison Blanche a annoncé l'imposition de droits de douane de 30 % pour les produits de l'UE et du Mexique importés aux États-

Unis, une nouvelle surenchère en pleine négociation qui sème l'inquiétude en Europe. Cette annonce a aussitôt suscité de vives réactions en Europe, où des secteurs essentiels de l'économie du continent pourraient être touchés, comme l'automobile, l'industrie pharmaceutique, l'aéronautique ou encore le secteur viticole. « Nous avons encore trois semaines pour négocier et éviter que nos économies, de

part et d'autre de l'Atlantique, subissent les contrecoups d'une décision irrationnelle », a estimé Patrick Martin. « Une absence d'accord conduirait inévitablement à des mesures de rétorsion légitimes de la part de l'Europe », a-t-il ajouté, précisant que le Medef serait « extrêmement » vigilant « pour la sauvegarde de nos intérêts économiques et la pérennité de nos filières les plus exposées au marché américain

DROITS DE DOUANE

l'industrie allemande appelle les États-Unis et l'Union européenne «à trouver des solutions»

« L'annonce du président Trump est un signal d'alarme pour l'industrie des deux côtés de l'Atlantique », a asséné la Fédération allemande de l'industrie (BDI). L'industrie allemande a appelé l'UE et les États-Unis à «trouver rapidement des solutions et éviter une escalade» après les menaces samedi de Trump d'imposer 30% de droits de douane au 1er août sur les produits européens. «L'annonce du président Trump est un signal d'alarme pour l'industrie des deux côtés de l'Atlantique», a asséné dans un communiqué

la Fédération allemande de l'industrie (BDI), réagissant à la lettre du dirigeant américain publiée sur sa plateforme Truth Social. «Un conflit commercial entre deux espaces économiques aussi étroitement liés que l'UE et les États-Unis nuit à la reprise économique, à la force d'innovation et, en fin de compte, à la confiance dans la coopération internationale», a prévenu Wolfgang Niedermark, membre de l'équipe dirigeante du BDI. Cette fédération «appelle le gouvernement allemand, la Commission européenne et l'administration amé-

ricaine à trouver maintenant très rapidement des solutions dans le cadre d'un dialogue objectif et à éviter une escalade».

L'Allemagne, en première ligne des répercussions

«Les quelques semaines qui nous séparent de l'entrée en vigueur des droits de douane le 1er août doivent être mises à profit pour négocier d'égal à égal», ajoute-t-elle. L'UE, chargée des négociations avec les États-Unis au nom de ses 27 États membres, a fustigé l'annonce de Donald Trump, tout en déclarant qu'elle souhaitait

toujours parvenir à un accord commercial avec Washington. L'Allemagne est en première ligne des répercussions de l'offensive commerciale américaine car son économie est très dépendante des exportations vers les États-Unis, notamment dans l'industrie chimique, pharmaceutique, automobile, sidérurgique et la fabrication de machines-outils. Ces dernières semaines, le chancelier allemand Friedrich Merz a plaidé pour que l'UE conclue avec Washington un accord «simple», en privilégiant ces secteurs clés, quitte à consentir certaines surtaxes sur d'autres produits

LES ÉCONOMISTES ATTENDAIENT UNE PROGRESSION

Le PIB du Royaume-Uni a de nouveau baissé en mai

Les mauvaises nouvelles s'accumulent au Royaume-Uni. Après les larmes de la Chancelière de l'Echiquier la semaine dernière, la croissance économique patine à nouveau. Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a reculé de 0,1% en mai, là où les économistes s'attendaient à une petite progression, nouveau coup aux ambitions de croissance du gouvernement britannique après une baisse déjà le mois précédent. L'économie a connu en mai "des reculs notables dans les secteurs de la production et de la construction" malgré une croissance constatée dans les services, a détaillé Liz McKeown, directrice des statistiques économiques de l'Office national des statistiques (ONS), qui publie vendredi les derniers chiffres de la croissance. Le PIB avait reculé de 0,3% en avril, mois d'entrée en vigueur de hausses d'impôts sur les entreprises et de cer-

tains droits de douane américains. Il était attendu en hausse de 0,1% en mai, selon un consensus d'analystes interrogés par Bloomberg. "Mettre plus d'argent dans les poches des gens est ma mission première. Même si les chiffres d'aujourd'hui sont décevants, je suis déterminée à relancer la croissance économique et à tenir cette promesse", a réagi dans un communiqué la ministre britannique des Finances Rachel Reeves. Après une progression de 0,7% au premier trimestre, "le contrecoup (...) a continué de se faire sentir en mai", selon Paul Dales, de Capital Economics. "Le mois de mai pourrait toutefois s'avérer être le point le plus bas, car certains signes de reprise de l'activité ont été observés." L'économiste s'attend à ce que le PIB augmente sur l'année, mais "relativement faiblement, de 1%, en raison des freins persistants d'une économie mondiale affaiblie et de la hausse des impôts

nationaux pour les entreprises britanniques".

L'impact des droits de douane

Si les droits de douane américains ont pesé sur l'économie britannique ces derniers mois, Londres et Washington ont en effet annoncé début mai un arrangement commercial pour les réduire. Entré en vigueur fin juin, il profite tout particulièrement au secteur automobile britannique. Les exportations vers les États-Unis, qui avaient connu une baisse record en avril, avaient déjà légèrement rebondi en mai, selon des chiffres également publiés vendredi. "Les exportations de biens vers les États-Unis, y compris les métaux précieux, ont augmenté de 0,3 milliard de livres (348 millions d'euros, ndlr) en mai 2025 après une baisse substantielle le mois précédent", mais celles-ci "sont restées relativement faibles", indique l'ONS.

ETATS-UNIS

Imposition de 30% de droits de douane pour le Mexique et à l'UE

Le président américain Donald Trump a annoncé samedi l'imposition de droits de douane de 30% pour le Mexique et l'Union européenne (UE), faisant à nouveau grimper les tensions commerciales. Ces droits de douane entreront en vigueur le 1er août, a indiqué le président américain dans des lettres distinctes publiées sur sa plateforme Truth Social, citant respectivement le rôle du Mexique dans l'acheminement de drogues illicites vers les États-Unis et un déséquilibre commercial avec l'UE.

AZERBAÏDJAN

Bakou annonce qu'il exportera du gaz vers la Syrie via la Turquie

L'Azerbaïdjan a annoncé samedi que son gaz serait bientôt exporté via la Turquie vers la Syrie, qui connaît d'importantes difficultés énergétiques, lors d'une visite du président syrien par intérim. Le dirigeant Ahmad al-Chareh, qui a pris le pouvoir en décembre 2024 à la tête d'une coalition islamiste après avoir renversé l'ex-président Bachar al-Assad, a rencontré le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, selon les deux pays. Lors de leur réunion, «il a été indiqué que la Syrie est actuellement confrontée à un grave problème énergétique», d'après un communiqué de la présidence azerbaïdjanaise. «Dans ce contexte, il a été souligné qu'un projet d'exportation de gaz azerbaïdjanais vers la Syrie via le territoire turc serait mis en œuvre dans un avenir proche, ce qui contribuera à la sécurité énergétique de ce pays», a ajouté cette source.

Des infrastructures endommagées

Le nouveau pouvoir islamiste syrien cherche à reconstruire le pays ravagé par près de 14 années de guerre civile. Le conflit a gravement endommagé les infrastructures électriques, avec des coupures pouvant durer plus de 20 heures par jour. Le ministre syrien de l'Énergie, Mohammad al-Bachir, avait annoncé début mai qu'un accord avait été trouvé entre Damas et Ankara afin que la Turquie fournisse du gaz naturel à la Syrie, via un gazoduc situé dans le nord du pays. L'Azerbaïdjan est un proche allié de la Turquie, qui entretient elle-même des liens étroits avec le gouvernement de transition syrien. Ilham Aliev s'est régulièrement aligné sur les positions de la Turquie dans les questions internationales, y compris la Syrie.

APRÈS COPILOT, L'IA GÈNÈRE DES CLÉS WINDOWS VALIDES

ChatGPT récidive

Une nouvelle méthode de jailbreak permet à ChatGPT de produire des clés d'activation Windows valides, renforçant les inquiétudes autour de la sécurité des IA génératives après l'affaire Copilot.

Alors que Microsoft peine à éteindre l'incendie déclenché par Copilot expliquant comment activer Windows 11 gratuitement, une nouvelle révélation remet le géant américain en difficulté. Des chercheurs ont récemment dévoilé une vulnérabilité permettant à ChatGPT de générer aisément des clés d'activation Windows parfaitement valides. Une découverte qui interroge sérieusement la robustesse des partenariats technologiques entre OpenAI et Microsoft, mais surtout leur capacité à sécuriser efficacement leurs technologies.

Une faille persistante et gênante pour Microsoft et OpenAI

Ce jailbreak, révélé par des chercheurs en sécurité, met en évidence que ChatGPT n'est toujours pas complètement hermétique aux tentatives d'exploitation malveillante. Malgré une précédente alerte sur la capacité de ChatGPT à générer des clés Windows, OpenAI semble peiner à combler définitivement cette brèche. Le problème devient critique car Microsoft, qui avait déjà essuyé des critiques avec Copilot, voit une nouvelle fois ses produits directement affectés par les limites techniques et sécuritaires des modèles d'IA qu'elle soutient financièrement. La technique utilisée et décrite dans un article de The Register, exploite habilement les mécanismes d'apprentissage de ChatGPT en soumettant à l'IA des scénarios hypothétiques ou détournés qui échappent aux contrôles habituels. Concrètement, en formulant des demandes sous forme d'exercices théoriques ou de jeux de rôles fictifs, les chercheurs sont parvenus à inciter ChatGPT à produire des clés valides.



Un scénario embarrassant qui souligne à quel point les efforts répétés d'OpenAI pour sécuriser son IA sont encore insuffisants face aux méthodes toujours plus sophistiquées des pirates informatiques.

Microsoft sous pression : quelles conséquences pour l'avenir ?

Cette capacité renouvelée de ChatGPT à générer des clés valides menace directement le modèle économique lié aux licences Windows de Microsoft. L'ampleur potentielle de cette faille pourrait non seulement engendrer des pertes financières conséquentes, mais aussi aggraver les critiques sur la stratégie sécuritaire de l'entreprise. Face à la multiplication des cas impliquant ses propres

outils, Microsoft pourrait être contraint de revoir en profondeur son système d'activation de licences, quitte à rendre celui-ci plus restrictif pour ses utilisateurs légitimes. Par ailleurs, ce nouvel épisode relance le débat sur la responsabilité des acteurs du secteur de l'IA dans la prévention des dérives technologiques. Les autorités de régulation pourraient être incitées à intervenir plus fermement afin d'éviter que ces outils innovants ne deviennent des vecteurs d'abus encore plus graves. Face à cette récidive inquiétante, OpenAI et Microsoft pourront-ils encore prétendre maîtriser pleinement leurs IA ? Les utilisateurs et les régulateurs devront sans doute intensifier leur vigilance, car la bataille pour sécuriser ces outils semble loin d'être gagnée.

Des sénateurs américains ne veulent pas que le célèbre patron de NVIDIA, Jensen Huang, voyage en Chine

Deux sénateurs américains, pourtant de bords opposés, alertent Jensen Huang, l'emblématique fondateur de NVIDIA, sur son voyage en Chine. Ils craignent les contacts avec des entreprises qui contournent les contrôles d'exportation de puces IA. L'heure est à la diplomatie technologique tendue entre Washington et Pékin. Le patron de NVIDIA, Jensen Huang, se retrouve au cœur d'un bras de fer géopolitique concernant les semi-conducteurs d'intelligence artificielle. Les élus américains craignent en effet que son voyage prévu en Chine ne compromette la stratégie de limitation technologique mise en place par les États-Unis durant le printemps. Une manière polie de dire qu'ils redoutent que le dirigeant discute avec des entreprises soupçonnées de collaborer avec le régime.

NVIDIA dans le collimateur de deux sénateurs

Le déplacement en Chine envisagé par Jensen Huang ne plaît pas vraiment au Congrès américain, nous apprend Reuters. Les sénateurs républicain Jim Banks et démocrate Elizabeth Warren ont décidé d'unir leurs voix dans une lettre assez inhabituelle. La missive contient un message on ne peut plus clair : éviter tout contact avec les entreprises soupçonnées de collaboration militaire chinoise. La démarche bipartite montre d'emblée l'ampleur des préoccupations sécuritaires outre-Atlantique au sujet des transferts de technologies sensibles. Les sénateurs pointent spécifiquement les risques de légitimation d'entreprises qui travaillent avec l'armée populaire de libération, l'armée de Chine. Ils redoutent aussi les discussions que le président et fondateur de NVIDIA pourrait avoir autour des failles exploitables dans le système de contrôle américain. Évidemment, cette vigilance est vue par certains comme une farouche volonté protectionniste. L'établissement du géant des semi-conducteurs d'un centre de recherche à Shanghai cristallise les inquiétudes des élus. Ces derniers y voient un signal contradictoire avec les efforts de restriction commerciale. Cette installation relance plus que jamais le débat autour du juste milieu à avoir entre les impératifs économiques et les considérations de sécurité nationale.

L'entreprise déplore un manque à gagner de 15 milliards de dollars dû aux sanctions sino-américaines

NVIDIA navigue, il faut le dire, dans un environnement réglementaire de plus en plus complexe. En avril, l'administration Trump a durci les restrictions sur les puces IA bridées que NVIDIA vendait à la Chine, avec un manque à gagner estimé par Jensen Huang à 15 milliards de dollars. Paradoxalement, Jensen Huang a salué le mois suivant, depuis le Computex, la décision de Trump d'annuler une autre règle complexe héritée de Biden, la « AI Diffusion Rule ». Pour contourner ces obstacles, NVIDIA développe une version allégée de ses puces Blackwell, destinée au marché chinois. S'adapter est devenu indispensable pour résoudre la difficile équation entre conformité réglementaire d'un côté, et préservation des parts de marché de l'autre. L'entreprise mise néanmoins sur son avance technologique pour maintenir son leadership. Un porte-parole de NVIDIA défend le pragmatisme de la société : faire de la technologie américaine la référence mondiale. Selon cette vision, encourager l'adoption des standards américains par l'empire du Milieu servirait paradoxalement les intérêts stratégiques des États-Unis.

Brèves

Faille majeure dans le bot de recrutement IA de McDonald's.

Développé par Paradox.ai, le bot est amené à recueillir de nombreuses informations personnelles sur les candidats à un poste. Baptisée Olivia, l'IA collecte également leurs préférences d'affectation et leur fait aussi passer des tests de personnalité. Un chercheur en sécurité a cependant trouvé quelques soucis : "Au cours d'un examen de sécurité superficiel de quelques heures, nous avons identifié deux problèmes graves : l'interface d'administration de McHire pour les propriétaires de restaurants acceptait les identifiants par défaut 123456:123456, et une référence d'objet direct (IDOR) non sécurisée sur une API interne nous permettait d'accéder à tous les contacts et chats que nous souhaitions", a prévenu Ian Caroll. "Nous nous sommes rapidement rendu compte que cette API nous permettait d'accéder à toutes les interactions de chat de personnes qui n'ont jamais postulé à un emploi chez McDonald's. Les informations

renvoyées sont les suivantes : nom, adresse électronique, numéro de téléphone, adresse État de candidature et tous les changements d'état/formulaires soumis par le candidat (horaires de travail possibles, etc.), j'ton d'authentification pour se connecter à l'interface utilisateur en tant qu'utilisateur, ce qui permet d'accéder à ses messages de chat bruts et probablement à d'autres informations." Au total, 64 millions d'enregistrements seraient exposés.

Indeed et Glassdoor licencient à cause de l'IA

Les deux célèbres plateformes de recherche d'emploi et d'évaluation des employés ont annoncé la suppression de 1 300 postes. Le couperet est venu de leur société mère, la société japonaise Recruit Holdings. Dans un courriel adressé aux employés jeudi, le CEO de Recruit Holdings, Hisayuki « Deko » Idekoba, a déclaré que « l'IA change le monde » et que l'entreprise doit s'adapter en conséquence. Les licenciements représentent environ 6 % des effectifs de Recruit Holdings. Les réductions concerneront les équipes de

recherche et développement, ainsi que les équipes « people & sustainability » aux États-Unis, mais d'autres secteurs et régions seront également touchés, selon Recruit Holdings. L'entreprise a envoyé des notifications aux employés qui ont perdu leur emploi

Intel rend sa liberté à RealSense

La filiale d'Intel spécialisée dans la vision par ordinateur, a annoncé aujourd'hui qu'elle fonctionnait désormais comme une entreprise autonome après s'être séparée de sa société mère et avoir bouclé un tour de table de 50 millions de dollars. Ce dernier a été mené par une société privée d'investissement dans les semi-conducteurs dont le nom n'a pas été révélé, avec la participation d'investisseurs stratégiques tels qu'Intel Capital et MediaTek Innovation Fund. Il permettra à RealSense de se développer sur des marchés adjacents et de faire progresser l'innovation dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et de la biométrie, a déclaré le fondateur.

NOUVEAU VAN SUR FORD TRANSIT CUSTOM À LIT TRANSVERSAL AMOVIBLE

Idéal cet été pour les familles

Westfalia, le célèbre aménageur allemand battant pavillon français depuis son rachat en 2010, a conçu un nouveau van sur Ford Transit Custom. Il tiendra compagnie au Kelsey, avec qui il partage la même longueur de carrosserie. Pour le reste, le Kipling — c'est son nom — a son propre caractère.

Cinq modèles et trois porteurs différents !

Si certains aménageurs se font fort de ne travailler qu'à partir de la même base de véhicule, ce n'est vraiment pas le cas de Westfalia. La preuve ? Dans son catalogue 2026, les modèles Kepler One et Six sont encore proposés sur l'ancien Volkswagen T6. Ce sont des vans "collector" en puissance, surtout si vous optez pour un modèle Navy Edition numérotée. Le Jules Verne, quant à lui, arbore une base Mercedes Vito. Le Kelsey, pour sa part, est aménagé à partir du Ford Transit Custom long, base qu'il partage avec le « tout nouveau, tout beau » Westfalia Kipling.

Une belle "gueule" et des excroissances latérales

Le Ford Transit Custom de 136 chevaux de série rallie tous les suffrages depuis sa sortie. Certes, c'est un beau véhicule, imposant en version longue (5,45 m), et bien équilibré. Sa face avant notamment fait l'unanimité. Le Kipling, qui hérite de ces qualités esthétiques, en impose donc naturellement. Difficile de passer à côté des excroissances latérales à l'arrière. On en voit fleurir depuis quelques années sur des vans ou fourgons. Elles sont là pour augmenter la largeur intérieure du van. C'est en fait la solution sine qua non pour pouvoir offrir un lit transversal digne de ce nom... ce qui est le cas du Kipling.

Deux portes latérales, c'est tendance !

Un van "hype" en somme, avec désormais deux portes latérales. C'est comme ça. Deux portes latérales, c'est un "plus" pour rentrer et sortir du van en toutes circonstances. Quand le van remplace la voiture de tous les jours, c'est un atout indéniable. C'est un avantage également pour aérer plus facilement le véhicule par forte chaleur. Il y a toutefois un revers à la médaille, surtout dans un van où l'espace intérieur est compté : une seconde porte coulissante, cela signifie souvent une baisse des rangements et des blocs-cuisine, plus difficiles à positionner.

Couchage transversal et amovible à l'arrière

Le Westfalia Kipling est un modèle quatre places (carte grise et couchages). Il est équipé d'un toit relevable intégrant sommier, matelas, et donc deux places pour la nuit.

Place à l'arrière. C'est là, en effet, que ce van marque sa différence. Grâce à ses proéminences latérales (discrètes, faut-il le préciser), le bureau d'études a pu loger un lit transversal permanent de 190 x 130 cm. Des dimensions remarquables dans un van. Précisons que le matelas est à haute résilience. Permanent, ce couchage n'en est pas moins



amovible grâce à son sommier de type « lit peigne ». En faisant glisser le sommier et en empilant les matelas, on peut profiter pleinement de la soute et y glisser un ou deux vélos. C'est encore plus vrai en retirant complètement les sommier et matelas. Dans ce cas précis, le Kipling redevient un deux-places nuit. En option, le sol peut être recouvert d'une plaque d'acier protectrice.

Une dinette classique pour quatre

Si le Westfalia Kipling innove à l'arrière, il emprunte des chemins plus classiques à l'avant. Un exemple avec la dinette quatre places composée d'une table indépendante avec pied central, d'une jolie banquette pour deux et des deux

sièges cabine pivotants. C'est simple et efficace. Le bloc-cuisine est installé latéralement à droite dans le sens de la marche. Il comprend un réchaud deux feux, un évier, des tiroirs et des volumes de rangement en partie basse. Indépendant, le réfrigérateur se situe de l'autre côté. Il surplombe le WC coulissant vers l'avant et « caché » quand il n'est pas utilisé.

Services et autonomie très corrects

Avec son pack Kipling (1 090 €), ce van est utilisable en toute saison grâce à son combiné chauffage/chauffe-eau Webasto fonctionnant au diesel. La batterie cellule AGM de 92 Ah permet de voir venir, même si, en option, on peut «

basculer » sur une batterie lithium. Côté autonomie en eau, il faudra se satisfaire de 50 litres d'eau propre et autant en eaux usées, d'une bouteille de gaz de 2,75 kg et, en cuisine, d'un réfrigérateur de 51 litres de capacité. On pourra toujours compléter l'équipement de série en piochant dans les options, comme les toilettes à cassette, la motorisation 170 ch/boîte auto ou le revêtement de protection de soute.

Moustiques et douche

La présentation de ce nouveau van ne serait pas complète si l'on passait sous silence deux éléments importants. Comme on pouvait s'y attendre dans un van, il faudra se passer de cabinet de toilette et de bac à douche. La douchette est seulement utilisable à l'extérieur, à l'arrière du véhicule.

C'est le cas dans la majorité des vans. Les amateurs de paysages mais fâchés avec les moustiques seront aux anges. Pourquoi ? Il est possible, en effet, de descendre la toile occultante du toit relevable, ce qui permet de profiter de la vue sans pour autant être importuné par les insectes, grâce à une moustiquaire intégrée. C'est une des innovations du Kipling, et c'est bien vu.

Un van bien né

Disponible à partir de 66 800 € (motorisation 136 ch), le Westfalia Kipling embarque des aides à la conduite de dernière génération : régulateur de vitesse adaptatif, freinage d'urgence autonome, aide au maintien dans la voie, et bien plus encore. En cabine, l'environnement est très automobile, et sur la route, ce van est un plaisir à conduire, surtout en version boîte automatique. Possiblement véhicule du quotidien, c'est un van de loisirs jusqu'au bout des ongles. Un van idéal pour les escapades ou vacances en famille, à condition de ne pas avoir impérativement besoin d'un cabinet de toilette.

Mots fléchés

[illegible]

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

3 morts et plus de 270 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et plus de 270 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Les unités de la Protection civile ont effectué, du 12 au 13 juillet, 206 interventions suite à des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, causant 3 morts et 272 blessés, précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Lundi 14 juillet 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FORMATION PROFESSIONNELLE

Début des inscriptions le 27 juillet

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé, hier, la date d'ouverture des inscriptions pour la session d'octobre 2025. Dans un communiqué, le ministère a précisé que les inscriptions seront ouvertes du 27 juillet au 27 septembre 2025 via la plateforme numérique officielle : www.takwin.dz.

Le ministère invite, ajoute la même source, toutes les personnes intéressées à consulter la liste des nouvelles spécialités proposées, conçues en adéquation avec les besoins du marché du travail. Elles couvrent divers domaines tels que les métiers de l'industrie, les professions du numérique, les énergies renouvelables, l'agriculture, les industries agroalimentaires, le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique.

ASSOCIATION NATIONALE DES GRANDS INVALIDES DE LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE

« L'Algérie résistera à toutes les campagnes visant à la déstabiliser »

L'Association nationale des Grands invalides de la Guerre de libération nationale a souligné, dimanche à Oran, que l'Algérie résistera à toutes les campagnes étrangères qui la ciblent, notamment celles provenant des "porte-voix de la France coloniale et des voix haineuses de l'extrême droite". Dans la déclaration finale du Colloque national intitulé "Une mémoire impérissable, un peuple invincible", organisé par l'Association et inauguré par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, il est souligné "la nécessité de faire face à toutes les campagnes extérieures visant l'Algérie, en particulier celles orchestrées par les relais de la France coloniale et les discours haineux de l'extrême droite". Le document a également réaffirmé que "l'Algérie restera ferme face à quiconque oserait porter atteinte à sa dignité, à son histoire et à son identité". L'Association a aussi insisté sur la préservation de la souveraineté et de l'unité nationales, soulignant le rôle essentiel de la jeunesse dans la sauvegarde du pays et la perpétuation du message des martyrs et des héros de la Révolution. L'Association des Grands invalides de la Guerre de libération nationale a exprimé ses remerciements au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son engagement ferme en faveur de la protection de la Mémoire nationale et de la concrétisation des valeurs de la Déclaration du 1er Novembre 1954.

GESTION DE LA QUESTION MIGRATOIRE

L'Algérie, un acteur clé aux niveaux régional et international

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a affirmé, dimanche, que l'Algérie était, grâce à ses efforts, un acteur clé aux niveaux régional et international concernant la question migratoire. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de l'Atelier de haut niveau sur la participation de la communauté nationale à l'étranger aux efforts de développement du pays, organisé à Alger en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), M. Chaib a précisé que «l'Algérie est aujourd'hui un acteur clé aux niveaux régional et international concernant la question migratoire, en œuvrant à coordonner les efforts dans un cadre consultatif visant à assurer une gestion optimale de ce phénomène». En la matière, l'Algérie plaide pour «une approche globale, intégrée, coordonnée et solidaire, s'appuyant sur la plupart des cadres juridiques régionaux et internationaux relatifs à la migration, à la protection des droits des migrants et à la préservation de la dignité humaine», a rappelé le secrétaire d'Etat. Il a, à cet égard, fait savoir que sa rencontre avec la cheffe de mission de l'OIM en Algérie, quelques jours seulement après sa prise de fonction, avait permis de

«passer en revue les progrès significatifs réalisés par l'Algérie dans ce domaine». Les efforts consentis par l'Etat dans ce cadre sont salués et considérés comme des «exemples à suivre à l'échelle internationale», a-t-il poursuivi. Dans son allocution, M. Chaib a souligné le grand intérêt que porte le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la participation de la communauté nationale à l'étranger au processus de développement national, cette catégorie étant, comme le stipule la Constitution algérienne, une partie intégrante de la société algérienne. Il s'agit d'une démarche «placée au cœur du plan d'action gouvernemental, que le secrétariat d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger s'emploie à concrétiser», a-t-il dit, rappelant que la diaspora algérienne «n'a cessé de témoigner de son attachement profond, de son lien indéfectible et de sa fierté vis-à-vis de la mère patrie, que ce soit à travers sa précieuse contribution à la lutte nationale et à la glorieuse Révolution de libération, sa participation notable à l'édification nationale ou par sa solidarité constante avec les enfants du pays durant les périodes difficiles que le pays a traversées». La communauté nationale à l'étranger compte aujourd'hui dans ses rangs énormément

de compétences reconnues et spécialisées dans différents domaines, prêtes à participer activement au processus de développement du pays, au moment où l'économie nationale connaît une dynamique remarquable grâce aux réformes judicieuses initiées par les hautes autorités du pays, notamment à travers l'investissement, les transferts financiers et l'échange d'expertises et de savoir-faire, a souligné le secrétaire d'Etat. Pour sa part, la cheffe de mission de l'OIM en Algérie, Mme Lalini Veerassamy, a précisé que l'Algérie avait adopté une stratégie nationale visant à mobiliser ses compétences à l'étranger à travers plusieurs initiatives, soulignant que la communauté nationale à l'étranger «joue un rôle majeur sur la scène politique et économique». Le renforcement des liens avec les membres de la diaspora est «essentiel pour atteindre les objectifs de développement national et consolider le partenariat international», a-t-elle estimé. Au sujet de cet atelier de deux jours, la responsable onusienne a expliqué qu'il «vise à échanger les expériences dans le domaine de la gouvernance et de la mobilisation des communautés à l'étranger et à partager l'expertise développée par l'OIM en la matière avec les Etats membres».

DROITS DE DOUANE IMPOSÉS À L'UE

Jusqu'à 2,3 milliards d'euros d'impact sur les américains et l'industrie italienne

Les droits de douane de 30% annoncés par le président américain Donald Trump sur les produits de l'Union européenne pourraient coûter jusqu'à 2,3 milliards d'euros aux familles américaines et à l'industrie agroalimentaire italienne, a estimé samedi

la principale organisation représentant le secteur agricole en Italie. Donald Trump a annoncé samedi qu'il imposerait des droits de douane de 30% pour le Mexique et l'UE, une nouvelle sur-enchère sur fond de négociations avant l'échéance du 1er août. Selon

un communiqué de Coldiretti, "l'impact en termes de hausse des prix pour les consommateurs américains aurait inévitablement des répercussions sur les entreprises italiennes". "La baisse de la consommation se traduit inévitablement par des invendus pour

les entreprises italiennes, contraintes de chercher de nouveaux marchés", ajoute-t-elle, soulignant "le danger des contre-façons, les Etats-Unis étant le premier producteur mondial de faux aliments +Made in Italy+".

SOLIDARITÉ NATIONALE

Réunion de coordination sur l'allocation spéciale de scolarité

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji a présidé, dimanche au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée au suivi et à l'évaluation de l'opération d'octroi de l'allocation spéciale de scolarité, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, Mme Mouloudji a souligné l'importance de "la coordination avec les secteurs partenaires de cette opération dans le cadre d'une solidarité gouvernementale, pour accélérer la finalisation des dispositions nécessaires pour garantir le versement de l'allocation spéciale de scolarité dans les délais impartis, et permettre aux élèves nécessiteux de bénéficier de ce soutien avant la prochaine rentrée scolaire". La ministre a donné des "instructions fermes" à l'effet de mobiliser tous les cadres locaux des directions de l'action sociale et de la solidarité, et de l'Agence de développement social, pour accompagner et informer les catégories ciblées de la procédure et des

modalités d'inscription pour bénéficier de cette allocation. Elle a également précisé que cette réunion s'inscrit "dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le volet lié au développement social et à la solidarité nationale, à travers une stratégie visant à préserver les acquis sociaux et à activer les mécanismes de soutien et d'accompagnement des catégories vulnérables, notamment les enfants scolarisés issus de familles nécessiteuses et les enfants aux besoins spécifiques". La ministre a donné des instructions portant essentiellement sur "la simplification des procédures d'actualisation des dossiers des bénéficiaires, déposés au niveau des communes, le transfert régulier et en temps réel, des dossiers, des établissements scolaires vers les bureaux de l'action sociale chargés de la saisie des données, outre la mobilisation des agents en charge de cette opération pour travailler selon le système de permanence, notamment

les week-ends, en vue de garantir le versement de l'allocation de scolarité dans les délais impartis". Mme Mouloudji a mis l'accent sur la nécessité de "poursuivre les efforts pour garantir l'attribution de l'allocation spéciale de scolarité aux véritables bénéficiaires en toute transparence et de manière organisée", insistant sur l'importance de la "coordination entre tous les secteurs concernés pour atteindre les objectifs sociaux fixés". A cette occasion, la ministre a salué les efforts consentis, depuis le lancement de l'opération début juillet, par les walis, les établissements éducatifs, les services de l'action sociale et l'Agence de développement social (ADS). Cette réunion s'est tenue en présence de directeurs et de cadres des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et de l'Education nationale, ainsi que des cadres de l'administration centrale du ministère de la Solidarité nationale et des directeurs des services concernés de l'ADS.